

## **Curriculum vitae**

**Hélène PAULIAT, septembre 2018**

## A. Situation

**courriel** : helene.pauliat@unilim.fr

### **Titres universitaires :**

- DEA Droit public (1988), Mention Très bien
- Doctorat de Droit public (Juin 1991), sous la direction du Pr. Jean MORANGE : *Le droit de propriété dans la jurisprudence du Conseil Constitutionnel et du Conseil d'État*. Jury : Jean Morange, Louis Favoreu, Jean-François Lachaume, Michel Prieur et Christian Grellois.
- Habilitation à diriger les recherches (Juin 1991).
- Agrégation de droit public en avril 1992.
- Membre (junior) de l'Institut Universitaire de France (août 2005- août 2010).

**Situation** : Professeur de droit public à la Faculté de droit et des sciences économiques de LIMOGES depuis Septembre 1992.

Titulaire de la PEDR.

## **B. Détail des activités**

### **1. Responsabilités administratives, pédagogiques et scientifiques**

#### **Au plan local**

##### **Au sein de la Faculté de droit et des sciences économiques**

- Responsable de la mention droit public du DEA de droit fondamental et européen de sept. 2000 à sept. 2004.
- Responsable du Master Manager territorial, créé en 2004 jusqu'en 2011.
- Responsable du Master Droit public et administration, option recherche, depuis juillet 2011.
- Vice-présidente de la Commission de spécialistes de droit public de la Faculté de droit et des sciences économiques de Limoges de mars 2001 à avril 2003. Présidente de cette Commission d'avril 2003 à mars 2007.
- Présidente de la section de droit public de 1995 à 2005.
- Directrice d'un centre de recherches : l'OMIJ (Observatoire des Mutations Institutionnelles et Juridiques, EA 3177) de fév. 1998 à avril 2005, puis de juillet 2006 à janvier 2013.
- Membre du conseil de gestion de la Faculté de droit de Limoges depuis fin 1993.
- Assesseur du Doyen de la Faculté de droit et des sciences économiques (nov. 2002-fév. 2005).
- Doyen de la Faculté de droit et des sciences économiques (fév. 2005-fév. 2010).

##### **Au sein de l'Université de Limoges**

- Directrice de l'Ecole Doctorale Droit et sciences économiques (fév. 1995 – fév. 2000).
- Responsable de l'École doctorale Sciences de l'Homme et de la Société (fév. 2000 – sept. 2001).
- Directrice adjointe de l'École doctorale Pierre Couvrat (Droit et science politique), coaccréditée avec Poitiers, La Rochelle, Angers, Le Mans de 2009 à 2011.
- Membre du Conseil scientifique de l'Université de Limoges de 1994 à 2006 et de mars 2008 à avril 2012.
- Membre de la Commission permanente de la recherche du Conseil scientifique de l'Université de Limoges de 1995 à 2001, de 2003 à 2006 et de mars 2008 à février 2010.
- Chargée de mission auprès du Président de l'Université de Limoges pour la constitution de réseaux de recherche internationaux (fév. 2005 – fév. 2010) et pour l'accueil des archives des tribunaux pénaux internationaux.
- Membre du Conseil d'administration de l'Université de Limoges de novembre 2006 à mars 2008.
- Vice-Présidente du Conseil d'administration de l'Université de Limoges (février 2010-avril 2012).
- Présidente de l'Université de Limoges (avril 2012-avril 2016).
- Présidente du Conseil académique de la COMUE Léonard de Vinci depuis février 2017.

#### **Au plan national**

- Membre (junior) de l'Institut Universitaire de France de septembre 2005 à fin août 2010.
- Directrice adjointe de la Mission de recherche Droit et Justice (GIP) auprès du Ministère de la Justice (de mars 1999 à avril 2007).
- Présidente (depuis novembre 2005) de la commission de la pédagogie de l'Université Numérique Juridique Francophone (UNJF), GIP en cours de création

dans le cadre de la conférence des doyens des facultés de droit (jusqu'en décembre 2009).

- Vice-présidente du GIP Université numérique juridique francophone (UNJF) (décembre 2009-juin 2012).
- Conseiller auprès du président de l'Agence EduFrance (Campus France) pour EduDroit de septembre 2006 à décembre 2008 (date de fin des réseaux Campus).
- Déléguée scientifique adjointe à l'Agence d'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (AERES) de septembre 2007 à septembre 2010.
- Membre du Conseil national du droit (installation le 3 mai 2007).
- Membre du jury du concours interne de l'ENA en 1999.
- Membre du jury de concours interne d'administrateur territorial (CNFPT) en 1999-2000.
- Membre du jury du concours externe d'administrateur territorial (CNFPT) en 2001-2002.
- Membre du conseil scientifique du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) de 2000 à 2003.
- Membre du conseil scientifique de l'Association française de droit constitutionnel (2008-2010).
- Expert auprès du Conseil National d'Évaluation pour l'évaluation des formations juridiques de base (2002-2003), pour l'évaluation de l'École Normale Supérieure de Cachan (et la délocalisation de Ker Lann) dans le domaine des SHS (2004-2005) et pour l'Université de Clermont-Ferrand (avril 2007).
- Membre titulaire de la commission de spécialistes de droit public de l'Université de Poitiers de 1998 à 2008.
- Vice-présidente du Conseil scientifique de l'Association *EUROPA* (ONG dotée du statut participatif auprès du Conseil de l'Europe) de 1995 à 2001, Présidente du Conseil scientifique de cette association de 2001 à novembre 2013.
- Présidente de l'Association Europa depuis novembre 2013.
- Vice-présidente de l'Association *Les Entretiens d'Aguesseau* (qui regroupe des universitaires, des magistrats judiciaires et administratifs, des avocats...) depuis 2000.
- Directrice scientifique de la Revue *Complément territorial*, Editions du Moniteur, depuis 2008.
- Membre du comité de rédaction de la *Revue de droit public et de science politique* depuis juillet 2009.
- Présidente du jury de l'ANR pour les SHS (2011).
- Directrice scientifique de la Revue *La Semaine Juridique Edition Administration et Collectivités territoriales (JCP-A)* depuis septembre 2011.
- Membre suppléante du jury de l'IUF pour les membres junior (session 2012), membre titulaire du jury junior (2014, 2015), membre du jury senior (2016) et présidente du jury SHS 1 (Droit, Economie, Histoire, Géographie, Sociologie).
- Vice-présidente de la Commission Moyens et personnels de la Conférence des présidents d'université (juin 2012- décembre 2012)
- Présidente de la Commission Moyens et personnels de la Conférence des présidents d'université (janvier 2013-avril 2016)
- Administratrice provisoire de la COMUE Léonard-de-Vinci (septembre 2015-avril 2016)
- Membre de la CP2U (conseil d'administration de la conférence des présidents d'université) (juin 2012-avril 2016).
- Administratrice provisoire de Sorbonne Université (à compter du 3 mai 2017).
- Présidente du conseil d'administration de l'Institut national universitaire Champollion (Albi) depuis décembre 2017.

### **Au plan international**

- Membre du Conseil scientifique de l'*Utrecht Law Review* depuis octobre 2005.

- Co-directrice du Groupe X au sein du *Groupe européen d'administration publique*, avec P. Langbroek (Pays-Bas), J. Ziller (France), C. Spanou (Grèce) en 2009.
- Professeur invité à l'Université de Sfax (Tunisie) en 2005, 2006, 2008, 2011, 2013 et à l'Université catholique de Louvain (mars 2008, décembre 2012).
- Reviewer pour différentes revues à l'étranger

## 2. Publications

### a) Articles

- « Le contrôle du juge administratif sur les décisions des autorités administratives indépendantes compétentes en matière audiovisuelle », *Revue Française de Droit Administratif (RFDA)*, 1992, pp. 256-268.
- « La réglementation de la circulation dans les espaces naturels », *Actualité Législative Dalloz (ALD)*, 1992, pp. 117-122.
- « Le risque thérapeutique et la responsabilité médicale et hospitalière sans faute (à propos de l'arrêt du 9 avril 1993 Bianchi) », *Les Petites Affiches*, 13 juin 1994, pp. 15-20.
- « Note sous TA Poitiers 3 juin 1992 Grimaud contre Commune de Sainte-Hippolyte », *Revue Juridique du Centre-Ouest*, 1993, n° 12, pp. 96-100.
- « Note sous TA Poitiers 16 Décembre 1992, SCI le Raincy contre Commune de Saint-Augustin », *Revue Juridique du Centre-Ouest*, 1993, n° 12, pp. 116-122.
- « Le droit de propriété devant le Conseil constitutionnel et la Cour européenne des droits de l'homme », *Revue de droit public et de la science politique (RDP)*, 1995, pp. 1445-1494.
- « Droit réel et propriété publique : une conciliation délicate (à propos de la décision du Conseil constitutionnel du 21 Juillet 1994) », *Actualité Législative Dalloz (ALD)*, 1995, pp. 93-102.
- « L'objectif constitutionnel de droit à un logement décent : vers le constat de décès du droit de propriété ? », *Recueil Dalloz Sirey*, 1995, chr., pp. 283-287.
- « L'accès des ressortissants communautaires à la fonction publique française », *Les Cahiers du CNFPT*, 1996, n° 48, pp. 181-191.
- « Logement et propriété : un aperçu historique », *L'état des savoirs sur le logement*, éd. La Découverte, juin 1998, pp. 11-18.
- « Les concessions de travaux publics », *Dalloz Droit de la Construction*, sous la responsabilité scientifique du Professeur P. Malinvaud, 1997, pp. 167-208 ; 2<sup>e</sup> édition, 1998, 3<sup>e</sup> édition, 2000; 4<sup>e</sup>ème ed. 2005; 5<sup>e</sup>ème ed. 2010.
- « Le droit de propriété est-il un droit fondamental ? », en collaboration avec le Professeur J.-F. Lachaume (Université de Poitiers), *Mélanges offerts en l'honneur de Philippe Ardant*, éd. LGDJ, 1999, pp. 373-391.
- « Les moyens de l'autorité de chose interprétée », *L'influence de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme sur le droit privé français*, sous la direction scientifique du Professeur Marguénaud, La Documentation française, 2001, pp. 40-51.
- « Les garanties de l'autorité interprétative », *L'influence de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme sur le droit privé français*, sous la direction scientifique du Professeur Marguénaud, La Documentation française, 2001, pp. 52-59.
- « Concession de travaux publics et droit communautaire : la communication interprétative de la Commission », *Revue de droit immobilier*, 2001, n°1, pp. 42-43.
- « La discrimination dans la vie publique ». *Rapport général de synthèse du colloque sur La discrimination, Journées Capitant de 2001*, SLC, 2004, pp. 725-747.

- « Le non-lieu », *Jurisclasseur Justice administrative*, fasc 70-15, mars 2002, réédition mars 2012.
- « Les réserves aux traités internationaux dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel et du Conseil d'État », en collaboration avec le Professeur J.-F. Lachaume, *Mélanges Lombois*, PULIM, 2004, p. 851-868.
- « L'administration de la justice en France et l'évaluation de sa qualité », en collaboration avec Simone Gaboriau, Clotilde Deffigier, Jean-Marie Plazy, Didier Marshall, *L'administration de la justice en Europe et l'évaluation de sa qualité*, sous la direction de H. Pauliat, M. Fabri, P. Langbroek, J.-P. Jean, éd. LGDJ, 2005, pp. 251-279.
- « L'administration de la justice en Europe et l'évaluation de sa qualité », en collaboration avec Jean-Paul Jean, *Recueil Dalloz*, 2005, pp. 598-607.
- « Primes modulables, qualité et indépendance de la justice judiciaire », en collaboration avec Jean-Paul Jean, *Recueil Dalloz*, 2005, pp. 2717-2722.
- « Déontologie et formation des fonctionnaires : La recherche de la sérénité et de l'impartialité dans l'administration publique », Publications du Conseil de l'Europe, 2006.
- « Processus, procédure : à la recherche de la qualité de la justice », *Procéder. Pas d'action, pas de droit ou pas de droit pas d'action ?*, PULIM, 2006, pp.
- « Validation des acquis de l'expérience et fonction publique : évolutions ou révolution ? », *La validation des acquis de l'expérience : la reconnaissance d'un nouveau droit*, Ed. du croquant, 2007, pp. 183-194.
- « Que reste-t-il de la loi ? Ou quand « les lois inutiles affaiblissent les lois nécessaires... », *Le prince et la norme, Ce que légiférer veut dire*, PULIM, 2007, pp. 365-380.
- « La mise à disposition : principe fondamental de gestion de la fonction publique et ouverture au privé », *La Semaine Juridique, Administration et collectivités territoriales*, 2007, n° 12, 2067.
- « Les concessions de travaux publics », in P. Malinvaud (dir.), *Droit de la construction*, Dalloz Action, 2007, pp. 171-219.
- « Qualité et efficacité des systèmes judiciaires en Europe : une administration de la justice sollicitée par la performance », in *Être magistrat dans la cité, entre légitimes attentes et tentations démagogiques*, Les Cahiers de la justice, ENM, Dalloz, printemps 2007, n° 2, pp. 89-113.
- « Justice, performance et qualité », in *Permanences et convergences du droit administratif*, Dalloz, 2007, pp. 823-845.
- « L'administration de la justice et la qualité des décisions de justice », in *La qualité des décisions de justice*, Commission européenne pour l'efficacité de la justice, Ed. Du Conseil de l'Europe, 2008, pp. 122-138.
- « Le traitement des plaintes des justiciables », *Revue Ethique Publique* (Canada), *Les gardiens de l'éthique*, 2007, vol 9, n° 2, pp.83-96 (numéro de la revue coordonné par Steve Jacob et moi).
- « La passation des concessions d'aménagement ou de la difficulté de qualifier certains contrats », *Contrats et Marchés publics*, juin 2007, n° 13.
- Titulaire d'une rubrique trimestrielle à la *Revue droit immobilier* chez Dalloz (2001-2007) sur les Concessions de travaux publics.
- « La légalité de la procédure française d'expropriation », *La Gazette des communes, des départements et des régions*, 12 novembre 2007, pp. 58-60.
- « La carrière des fonctionnaires (positions, congés, temps de travail) », *Jurisclasseur Fonction publique*, Lexis Nexis, déc. 2007 (réédition du fascicule en décembre 2010 et juin 2011).

- « Les convergences européennes dans le déroulement du procès administratif », RFDA 2008, pp. 225-233.
- « Le modèle français d'administration de la justice : distinctions et convergences entre justice judiciaire et justice administrative », RFAP 2008, n° 125, pp. 93-110.
- « Le sort des agents d'un service public administratif repris en gestion directe », *Complément territorial*, n° 1, mai 2008, pp. 25-28.
- « Quelle responsabilité en cas de harcèlement dans la fonction publique territoriale (commentaire de l'arrêt CAA Nancy, 15 novembre 2007, M. X. c./ Ville de Besançon) », *Complément territorial*, n° 1, mai 2008, pp. 29-33.
- « L'annulation différée du décret portant transfert des personnels TOS de l'éducation nationale aux départements et régions (commentaire de l'arrêt CE, 16 mai 2008, Département du Val-de-Marne et autres) », *Complément territorial*, n° 2, septembre 2008, pp. 41-46.
- « La protection fonctionnelle et juridique des agents publics », *Complément territorial*, n° 2, septembre 2008, pp. 47-52.
- « La contestation par un fonctionnaire de la titularisation d'un autre agent: quand le délai de recours court toujours » (commentaire sous CE, 7 août 2008, M. Peter), *Complément territorial*, n°3, novembre 2008, pp. 31-34.
- « A quelles conditions un département peut-il intervenir sur un marché sans fausser le jeu de la concurrence ? » (commentaire sous CAA Bordeaux, 15 juillet 2008, Société Merceron TP), *Complément territorial*, n° 3, novembre 2008, pp. 79-84.
- « Délégation de service public et continuité », *Complément territorial, numéro spécial, Bilan des procédures de délégation de service public depuis la loi Sapin*, décembre 2008, pp. 17-25.
- « Après APREI... », en collaboration avec J.-F. Lachaume, in *L'art et le droit, Mélanges en l'honneur de Pierre Laurent Frier*, Publications de la Sorbonne, Paris, 2010, pp. 255-284.
- « La jurisprudence récente du Tribunal administratif du Conseil de l'Europe », en collaboration avec M. Baena del Alcazar, 2009.
- « La réforme des collectivités territoriales ou comment rendre lisible ce qui ne l'est plus? », éditorial, *Complément territorial*, février 2009, p. 1.
- « La prévisibilité d'un changement normatif exclut la nécessité de mesures transitoires (CE, 6 octobre 2008, Compagnie des architectes en chef des monuments historiques et autres) », *Complément territorial*, février 2009, pp. 34-39.
- « La réorganisation territoriale au coeur des débats », édit., *Complément territorial*, mai 2009, p. 1.
- « Les sociétés publiques locales et le « in house » », édit., *Complément territorial*, août 2009, p. 1.
- « Fonction publique territoriale et inaptitude physique de l'agent (CAA Versailles, 12 mars 2009, Albert X.) », *Complément territorial*, août 2009, pp. 30-35.
- « Les animaux et le droit administratif », revue *Pouvoirs*, Les animaux, n° 131, 2009, pp. 57-72.
- « Vive le service universel ? », édit., *Complément territorial*, novembre 2009, p. 1.
- « Changement d'affectation et abandon de poste: critiquer un changement d'affectation ne justifie pas d'abandonner son emploi (CAA Nancy, 19 mars 2009, Mme Lysianne X.) », *Complément territorial*, novembre 2009, pp. 34-37.
- « La loi du 3 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique: l'amorce d'un droit public du travail ? », *Complément territorial*, novembre 2009, pp. 38-45.

- « Inutilité d'une mesure de police et responsabilité de la commune; à propos de l'arrêt CE, 31 août 2009, Commune de Crégols », *Complément territorial*, février 2010, pp. 43-48.
- « La réorganisation de l'administration de l'Etat sur les territoires », édito., *Complément territorial*, mai 2010, p. 1.
- « Service public de la justice et collectivités territoriales: le juge ne censure pas la réforme de la carte judiciaire », *Complément territorial*, mai 2010, pp. 41-46.
- « Chronique de jurisprudence administrative, année 2009 », *Revue du droit public et de la science politique* 2010, pp. 549-565.
- « L'évaluation et les Facultés de droit », *Revue du droit public et de la science politique* 2010, pp. 907-925.
- « Voyage en région Limousin-Poitou-Charentes... ou la contribution de deux régions à la construction du droit administratif », en collaboration avec JF Lachaume, *Les voyages du droit, Mélanges en l'honneur de Dominique Breillat*, Presses universitaires juridiques de Poitiers, LGDJ, 2011, pp. 379-396.
- « Les concessions de travaux publics: grand renouvellement ou simple actualisation? », *Revue de droit immobilier*, 2010, n° 9, pp. 2-16.
- *Quality management in courts and in the judicial organisations in 8 Council of Europe member States*, Conseil de l'Europe, CEPEJ, *Études de la CEPEJ* n° 13, 2011, pp. 88-113 (en collaboration avec L. Berthier).
- « Chronique de jurisprudence administrative, année 2010 », *Revue du droit public et de la science politique*, 2011, pp. 555-576.
- « Le Défenseur des droits, quelle place dans le concert européen? », *Regards sur l'actualité*, n° 370, avril 2011, La Documentation française, pp. 67-80.
- « Quand transparence se conjugue avec modulation... », édito, *Complément territorial*, novembre 2010, p. 1.
- « L'évaluation professionnelle des agents de la fonction publique territoriale: vers un nouveau management public local? », *Complément territorial*, novembre 2010, pp.27-33.
- « La suspension de recrutement d'un agent public: droits de l'agent et obligations de la collectivité employeuse » (à propos de l'arrêt CE, 27 octobre 2010, M. Georges), *Complément territorial*, février 2011, pp. 37-42.
- « De la protection des biens publics à la protection de l'affectation au service public », *Revue juridique de l'économie publique*, août-septembre 2011, n° 40.
- « Libre administration des collectivités territoriales ou libre administration de chaque collectivité? Commentaire de la décision CC, n° 2011-146 QPC du 8 juillet 2011, Département des Landes », *JCP-A* n° 35, 29 août 2011, 2279.
- « Sapeur-pompier volontaire: une activité bénévole et citoyenne au service de la collectivité (Loi du 20 juillet 2011) », *JCP-A* n° 37, 12 septembre 2011, 2296.
- « La liberté de s'organiser pour agir ou comment remédier aux imperfections de la loi du 16 décembre 2010? Réflexions sur le rapport Peretti », *JCP-A* n° 39-40, 26 septembre 2011, 612; *JCP Ed. G.*, n° 39, 26 septembre 2011, 1007.
- « Le débat occulté sur la fonction publique de carrière, commentaire de la décision CC, 2011-134 QPC du 17 juin 2011, Union générale des fédérations de fonctionnaires CGT et autres », *JCP-A* n° 43, 2011, 2338.
- « La télésurveillance d'habitations et de commerce est une activité industrielle et commerciale, note sur TC, 2 mai 2011, Société Mona Parfums Holding c/Société Centre départemental de télésurveillance sécurité », *Complément territorial*, août 2011, pp. 46-52.



- « Une résolution politique d'une collectivité peut-elle présenter un intérêt local? TA Paris, 6 octobre 2011, Préfet de la région Ile-de-France », *JCP-A* n° 44, 31 octobre 2011, 2341.
- « Le contrôle de conventionnalité par voie d'exception des règlements administratifs: l'irrésistible extension de compétence du juge judiciaire; TC, 17 octobre 2011, SCEA du Chéneau », *JCP-A*, n° 47, 21 novembre 2011, 2354.
- « Réforme des collectivités territoriales: ô temps, suspends ton vol! », édito, *Complément territorial*, novembre 2011, p. 1.
- « Collectivités territoriales et droit pénal », édito, *Complément territorial*, décembre 2011, p. 1.
- « Les propositions de directives sur la passation des marchés publics et des contrats de concession (COM (2011) 895 à 896, 20 décembre 2011) », *JCP-A* n° 1, 9 janvier 2012, 2003.
- « Quelle compensation financière lors du transfert de la compétence transports scolaires (CE, 12 octobre 2011, Communauté d'agglomération du pays de Saint-Malo)? », *JCP-A* n° 2, 16 janvier 2012, 2008.
- « Procédure d'alignement: la nécessaire prise en compte de la servitude de reculement lors de la fixation de l'indemnité (CC, 2 décembre 2011, 2011-201 QPC) », *JCP-A* n° 5, 6 février 2012, 2038.
- « La gestion du domaine: une nécessaire protection », avec J.-F. Lachaume, *JCP-A* 2012, n° 6, 13 février 2012, 2048.
- « Acquisition et cession dans le code général de la propriété des personnes publiques: quelques enseignements de la partie réglementaire », *JCP-A* n° 6, 13 février 2012, 2049.
- « La deuxième mort de la jurisprudence Septfonds: la compétence judiciaire pour apprécier la légalité d'un acte administratif en cas de jurisprudence établie (TC, 12 décembre 2011, Société Green Yellow c/ EDF) », *JCP-A* n° 7, 20 février 2012, 2061.
- « La commission pour la transparence et la qualité des opérations immobilières de l'Etat: retouche ou altération du Code général de la propriété des personnes publiques (décret du 10 février 2012)? », *JCP-A* n° 8, 27 février 2012, 124.
- « Prise en charge par la collectivité employeur des conséquences d'un accident de service: action récursoire et non subrogation (à propos de l'arrêt CE, 28 novembre 2011, Commune de Roissy-en-Brie, 336635) », *Complément territorial*, février 2012.
- « L'attribution des contrats de concession sous le règne de la transparence et de la non-discrimination (à propos de la proposition de directive du 20 décembre 2011) », *Complément territorial*, février 2012.
- « Question prioritaire de constitutionnalité et droit de propriété: une jurisprudence insuffisamment protectrice? », *Revue juridique de l'économie publique*, mars 2012, 2 (pp. 3-9).
- « Arrêt « Commission c. Italie » : responsabilité des États membres pour les décisions rendues par leurs magistrats et charge de la preuve », *Journal de droit européen*, mars 2012, n° 187.
- « Appréciation de la RGPP: la France doit aller plus loin (à propos du rapport de l'OCDE) », aperçu rapide, *JCP-A*, 2012, n° 10-11, 175.
- « Entente entre collectivités: une mise hors concurrence, note sous CE, 3 février 2012, Commune de Veyrier-du-Lac », *JCP-A*, 2012, n° 12, 2085.
- « La liberté d'association n'autorise pas les collectivités territoriales à déroger aux règles législatives, note sous CAA Douai, 2 février 2012, Département de l'Oise », *JCP-A*, 2012, n° 14, 2101.

- « La loi du 22 mars 2012: éloge de la simplification ou hymne à l'inintelligibilité ? », Libres propos, *JCP-A*, 2012, n° 15, 247.
- « La légalité suspendant temporairement l'obligation de conclure des contrats d'achat d'électricité solaire, note sous CE, 16 novembre 2011, Société Terre et Ciel », *JCP-A*, 2012, n° 18, 2149.
- « Quotas de femmes dans la haute fonction publique: mal nécessaire ou ardente obligation? », Libres propos, *JCP-A*, 2012, n° 19-20, 316.
- « Chronique de jurisprudence administrative 2011 », *Revue du droit public et de la science politique*, 2012, pp. 487-511.
- « Le rapport du groupe de travail sur la rédaction des décisions de la juridiction administrative: une contribution essentielle à la qualité de la justice administrative? », aperçu rapide, *JCP-A*, 2012, 21, 334.
- « Traitement en hôpital de jour: ni risque spécial pour les tiers, ni transfert de garde, note sous CE, 17 février 2012, Société MAAF Assurances », *JCP-A*, 2012, n° 22, 2182.
- « L'inscription en habilitation à diriger des recherches: l'appréciation encadrée sur la valeur scientifique du candidat, note sous CE, 26 octobre 2011, Université de Pau et des pays de l'Adour », *JCP-A*, 2012, n° 23, 2185.
- « Juge du référé et expulsion d'un logement qui n'est pas manifestement insusceptible d'appartenir au domaine public, note sous CE, 7 mars 2012, Commune de Breuillet », *JCP-A*, 2012, n° 24, 2204.
- « Le caractère juste et préalable de l'indemnité d'expropriation, une exigence sanctionnée par le juge constitutionnel (note sous CC, 6 avril 2012, 2011-266 QPC) », *JCP-A*, 2012, n° 25, 2210.
- « Quand une demande d'inscription d'office d'une créance liée à l'exécution de la chose jugée constitue une 'obligation sérieusement contestable', note sous TA Montreuil, ord., 18 avril 2012, Auguste », *JCP-A* 2012, n° 26, 2229.
- « Une remise en cause bienvenue de la taxe trottoir, à propos de l'arrêt CAA Marseille, 26 juin 2012 », *JCP-A*, 2012, n° 27, act. 465.
- « Droit de grève et continuité du service public: une conciliation sous le regard des collectivités territoriales », *JCP-A*, 2012, n° 29, 2268.
- « La contestation d'une décision approuvant le principe d'une délégation de service public: le cantonnement du débat contentieux », *JCP-A*, 2012, n° 35, 2280.
- « Les agences, une nouvelle gestion publique? », à propos du rapport annuel du Conseil d'Etat, *JCP-A*, 2012, n° 37, aperçu rapide, act. 595; *JCP-G*, 2012, n° 39, aperçu rapide, 1004.
- « La responsabilité de l'Etat en cas de mise à disposition conventionnelle des services de l'équipement: un appel en garantie remarqué », *JCP-A*, 2012, n° 37, 2303.
- « L'obligation de se grouper pour candidater à une délégation de service public: l'absence d'atteinte aux principes de la commande publique (CE, 13 juillet 2012, Commune d'Aix-en-Provence) », *JCP-A* 2012, n° 40, 2323.
- « Sous-concessions du domaine public: le maintien contestable de la compétence judiciaire (TC, 14 mai 2012, Société d'exploitation sports et événements et Société Coquelicot Promotion) », *RJEP*, 2012, n° 702, pp. 18-20.
- « Réforme de la décentralisation, acte III ou redécouverte du sens de l'action publique, acte I ? », *Complément territorial* août 2012, p. 1 (édito).
- « Reprise de l'ancienneté du salarié en cas de transfert d'activité à une personne privée: jusqu'où va le principe de continuité des relations contractuelles (CE, 27 juin 2012, Mme Perrot) ? », *Complément territorial*, août 2012, pp. 40-44.

- « Allocation induue d'une prime de risque : une décision administrative non formalisée créatrice de droits (CE, 25 juin 2012, Office national de la chasse et de la faune sauvage) », JCP-A, 2012, n° 42, 2332.
- « La contreperformance publique », supplément au JCP-A n° 43 (Les 10 ans du JCP-A), 6.
- « L'évolution des modes de gestion des services publics locaux: un retour à la gestion publique ? », JCP-A 2012, n° 44-45, 2355.
- « La modernisation de l'action publique réside-t-elle désormais dans la mesure de la qualité des services publics ? », JCP-A 2012, n° 46, aperçu rapide 763.
- « Suspension de l'arrêté relatif aux tarifs règlementés du gaz naturel: bis repetita (au moins)? », JCP-A, 2012, n° 49, aperçu rapide 844.
- « Présomption de propriété du sous-sol versus appartenance publique des vestiges archéologiques: l'inconventionnalité de l'article L. 541-1 du code du patrimoine (CE, 24 avril 2012, Ministre de la culture et de la communication) », JCP-A 2012, n° 49, 2391.
- « La priorité de l'affectation culturelle remise en cause (CE, 20 juin 2012, Commune des Saintes-Maries-de-la-Mer) ? », *Revue du droit public et de la science politique* 2012, pp. 1573-1583.
- « Avant-projet de loi de décentralisation et de réforme de l'action publique: texte politique ou texte technique ? », JCP-A 2012, n° 50, aperçu rapide 872.
- « Application de la jurisprudence Cavallo à un agent titulaire à temps complet: quelle indemnisation? (CAA Douai, 18 septembre 2012, Commune d'Oignies) », *Complément territorial* novembre 2012, pp. 31-35.
- « Cession d'une parcelle domaniale d'une commune: la délibération doit être prise au vu d'un avis en cours de validité du service des domaines (CAA Marseille, 2 octobre 2012) », *Complément territorial*, décembre 2012, pp. 29-34.
- « Communautés d'agglomération – Institution », *Jurisclasseur administratif*, Fascicules n° 260, 262, 264, 266, réédition des fascicules de C. Debouy, 2013 et 2014.
- « Ne les appelez plus Mademoiselle!, note sous CE », JCP-A 2013, n° 3, act. 31.
- « La valorisation de son domaine public par la RATP ne porte pas atteinte à la liberté du commerce et de l'industrie (note sous CE, 23 mai 2012, RATP) », JCP-A 2013, n° 3, n° 2012.
- « La nécessité de distinguer protection fonctionnelle de l'agent et responsabilité pécuniaire de la commune (CAA Marseille, 21 décembre 2012) », *Complément territorial*, février 2013, pp. 42-48.
- « Les décisions refusant un avantage dont l'attribution constitue un droit : une obligation de motivation précisée (note sous TA Clermont-Ferrand, 5 juin 2012, Kotarski) », JCP-A 2013, n° 6, 2032.
- « Qualification d'association transparente et statut juridique de la personne employée (note sous CAA Nancy, 2 août 2012, n° 11NC01427) », JCP-A 2013, n° 7, 2037.
- « Légalité de la suspension des décisions d'affectation d'un agent et interruption de versement de salaire (CE, 6 mars 2013, n° 364475) », *Complément territorial*, mai 2013, pp. 29-33.
- « Le juge du référé-liberté a-t-il mis fin aux jours de la 'folle du logis' (CE, ord. 23 janvier 2013, Cne de Chirongui)? », JCP-A 2013, n° 8, 2047.
- « L'attribution aux aveugles et amblyopes d'une prestation sous condition d'âge: une loi sourde aux revendications de l'égalité (CE, 4 juillet 2012, Confédération française pour la promotion sociale des aveugles et des amblyopes)? », JCP-A 2013, n° 9, 2064, pp. 23-26.

- « L'émergence du concept de sanction administrative », JCP-A 2013, n° 11, 2072 (pp. 15-19).
- « Chronique de jurisprudence administrative 2012 », *Revue du droit public et de la science politique* 2013, pp. 477-498.
- « Gratuité d'accès aux musées et résidents irréguliers: pas d'exclusion de principe (CE, 18 janvier 2013, Association SOS Racisme) », JCP-A 2013, n° 12-13, 2091.
- « De l'usager au client de la SNCF », in *Les mutations de l'activité ferroviaire, Aspects juridiques*, J.-C. Videlin (dir.), LexisNexis, Débats et colloques, mai 2013, pp. 99-107.
- « Communauté de communes, ZAC et intérêt communautaire (CE, 12 décembre 2012, Communauté de communes Lodévois et Larzac) », JCP-A 2013, n° 14, 2094.
- « Synthèse des propositions de la délégation aux collectivités territoriales: le Sénat remet pour la centième fois son ouvrage sur le métier », JCP-A 2013, n° 19-20, aperçu rapide 407.
- « Contentieux autour du principe de libre administration des collectivités territoriales (CE, 23 octobre 2012, Commune de Gignac-la-Nerthe) ou la possibilité de contester en appel une injonction exécutée », JCP-A, 2013, n° 22, 2162.
- « Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles : à la recherche de la cohérence (perdue) ? », JCP-A, 2013, n° 25, aperçu rapide 509.
- « Quels sont les pouvoirs des préfets sur les agences ? (CE, 20 février 2013, Fédération chimie-énergie CFDT) », JCP-A, 2013, n° 27, 2205.
- « Précisions quant à l'exercice par le préfet d'un déféré à l'encontre d'une décision émanant d'une collectivité territoriale (CE, 15 mai 2013, OPH Nice et Alpes-Maritimes Côte-d'Azur Habitat) », JCP-A, 2013, n° 28, 2208.
- « Les discriminations et le statut général de la fonction publique », JCP-A 2013, n° 29, 2215.
- « La Cour des comptes et la désorganisation territoriale de l'Etat », JCP-A 2013, n° 30, aperçu rapide 638.
- « Expropriation: la renonciation au droit au relogement doit être claire et non équivoque (Cass, civ., 3ème ch., 27 fév. 2013) », JCP-A 2013, n° 30, 2221.
- « Le point sur le projet de loi de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles », JCP-A 2013, n° 36, aperçu rapide 692.
- « Le silence gardé par l'administration vaut acceptation: un principe en trompe-l'oeil ? », JCP-A 2013, n° 38, Libres propos, 737.
- « Usager du service public industriel et commercial ou usager d'un ouvrage public: nouveaux développements », *Complément territorial*, novembre 2013, pp. 35-40.
- « Sort des agents recrutés par un EPCI en cas de reprise de sa compétence par une commune (CE, 5 juillet 2013) », JCP-A 2013, n° 41, 2282.
- « Le sens des conclusions du rapporteur public devant les tribunaux administratifs et les cours administratives d'appel (CE, Sect., 21 juin 2013, Communauté d'agglomération du pays de Martigues) », JCP-A 2013, n° 42, 2300.
- « Les dirigeants d'EDF peuvent-ils réquisitionner des salariés en cas de grève ? (CE, Ass., 12 avril 2013, Fédération Force ouvrière Energie et Mines) », JCP-A 2013, n° 43, 2308.
- « Les finances publiques locales: un appel de la Cour des comptes à un pacte de gouvernance des finances locales », JCP-A 2013, n° 45-46, aperçu rapide 875, pp. 3-6.

- « La consécration du droit souple : insuffisance des règles normatives, renforcement de la qualité du droit ? », *JCP-A* 2013, n° 48, aperçu rapide 912, pp. 2-5.
- « L'inertie d'une commune peut la rendre propriétaire... (à propos de l'arrêt Cour de cassation, civ., 3ème ch., 3 juillet 2013, Commune de Biarritz) », *JCP-A* 2013, n° 48, 2344, pp. 30-33.
- « Les habitants d'une commune n'ont pas la qualité de propriétaires indivis des biens communaux (CE, 22 mai 2013, Commune des Hermaux) », *JCP-A* 2013, n° 49, 2349, pp. 19-21.
- « « Il n'existe pas de participants au service public (à propos de l'avis du CE, 19 décembre 2013) », *JCP-A* 2014, n° 1-2, 2005, pp. 43-46.
- « Bonne administration de la justice, bonne justice ? », *JCP-A* 2014, n° 4, Act. 86, pp. 5-6.
- « Déchéance quadriennale et préjudice évolutif : quand les droits de créance sont-ils considérés comme acquis ? (CE, 6 nov. 2013) », *JCP-A* 2014, n° 5, 2029, pp. 40-42.
- « Le pays est mort... vive le pôle d'équilibre territorial et rural! », *JCP-A* 2014, n° 8, 2051
- « La situation des personnels en cas de transfert de services », *JCP-A* 2014, n° 8, 2054.
- « La modernisation de l'action publique postule l'évaluation... et de nouvelles normes ? », *JCP-A* 2014, n° 9, 197, pp. 6-8.
- « Les lois inutiles affaiblissent les lois nécessaires »... mais le médiateur des normes applicables aux collectivités territoriales veille (ou essaie de veiller)!, *JCP-A* 2014, n° 11-12, 248, pp. 2-3.
- « L'exercice des pouvoirs de police : quelle concurrence entre le maire et le président de l'EPCI ? », *Complément territorial*, février 2014, pp. 16-22.
- « Responsabilité de l'Office National des Forêts : compétence judiciaire en l'absence de prérogatives de puissance publique (CE, 31 mai 2013, ONF) », *JCP-A* 2014, n° 14, 2109, pp. 44-48.
- « Quel statut constitutionnel pour les mises en demeure prononcées par les autorités administratives indépendantes ? », *RJEP*, 2014, n° 719, 23, pp. 28-32.
- « Pouvoir d'organisation du service : l'urgence justifie de se passer du comité d'agence (CE, 19 novembre 2013) », *JCP-A* 2014, n° 16, 2123, pp. 36-38.
- « Sanctions disciplinaires infligées aux agents publics : quelles évolutions ? », *Complément territorial*, mai 2014, pp. 29-34.
- « Réformer les territoires, réformer la France...et réformer l'Etat ? », *Libres propos*, *JCP-A* 2014, n° 24, 482, pp. 3-4.
- « L'impossibilité de reprendre les relations contractuelles en cas d'irrégularité grave entachant le contrat initial (CE, 1<sup>er</sup> octobre 2013, Société Espace Habitat Construction) », *JCP-A* 2014, n° 25, 2196, pp. 32-36.
- « Protection fonctionnelle et référé-provision : une articulation contrainte (CE, 21 octobre 2013, Commune de Cannes) », *JCP-A* 2014, n° 26, 2203, pp. 38-40).
- « Chambord et son domaine : qui fixe les redevances dues pour l'implantation des terrasses de la place Saint-Louis ? (CE, 9 avril 2014, Domaine national de Chambord) », *JCP-A* 2014, n° 28, 2214, pp. 22-25.
- « Faire ou ne pas faire grief, telle est la question (brèves observations à propos de quelques arrêts récents du Conseil d'Etat) », *JCP-A* 2014, n° 36, 2248, pp. 13-16.
- « Le collaborateur d'un groupe d'élus peut bénéficier d'un contrat à durée déterminée (CE, 6 novembre 2013, Département du Haut-Rhin) », *Complément territorial*, août 2014, pp. 27-32.

- « Contrat VS précarité : une nouvelle approche dans la fonction publique ? », *JCP-A* 2014, n° 38, act. 740, pp. 3-4.
- « Affaire Vincent Lambert : au-delà de la légalité, la volonté du patient » (en collaboration avec D. Bordessoule et al.), *JCP-A* 2014, 2284, pp. 32-36.
- « Un manquement de l'Etat à ses obligations entraîne la mort d'un cheval (CAA Nantes, 21 juillet 2014, Petit) » (en collaboration avec C. Deffigier), *JCP-A* 2014, n° 42, 2290.
- « Cogénération et égalité : un contrat d'obligation d'achat antérieur ne justifie pas un traitement plus favorable », *RJEP*, novembre 2014, 44, pp. 10-13.
- « Consultation du Conseil d'Etat et cohérence du texte adopté par le Gouvernement (à propos de l'arrêt CE, 20 décembre 2013, Fédération française des artisans coopérateurs du bâtiment) », *JCP-A* 2014, 2304, pp. 37-40.
- « Habiter une maison vétuste ne constitue pas une faute susceptible d'exonérer la personne publique de sa responsabilité (CE, 10 février 2014, Communauté urbaine Marseille Provence Métropole) », *JCP-A* 2014, 2317, pp. 38-40.
- « Quelle réforme territoriale ? », *Complément territorial*, novembre 2014, p. 1 (édito).
- « Spoliation de biens lors du conflit mondial : une restitution possible aux propriétaires légitimes (CE, 30 juillet 2014, n° 349789) », *Complément territorial*, novembre 2014, pp. 21-25.
- « La notion de constitution sociale et les droits fondamentaux », in C. Alonso, A. Duranthon, J. Schmitz (dir.), *La pensée du Doyen Maurice Hauriou à l'épreuve du temps : quel(s) héritage(s) ?*, PUAM, 2015, pp. 563-574.
- « Le protocole des relations entre administrations centrales et services déconcentrés : un effort louable de cohérence », *JCP-A* 2014, 2324, pp. 35-37.
- « Le code nouveau de l'expropriation est (enfin !) arrivé », *JCP-A* 2014, act. 895, p. 3.
- « Preuve de la publication des actes communaux : une présomption simple », *JCP-A* 2014, n° 2332, pp. 12-14.
- « Quelques propositions du rapport Laignel traduites dans le décret sur la Commission nationale de la coopération décentralisée », *JCP-A* 2014, act. 950.
- « Disparition de Maurice Duverger », *JCP-A* 2015, n° 1, *Libres propos*, act. 1, p. 3.
- « Faute personnelle et cumul de responsabilités : une double annulation inédite du Tribunal des conflits (TC, 19 mai 2014) », *JCP-A* 2015, n° 1-2, 2006, pp. 48-52.
- « L'évolution du critère de la clause exorbitante pour identifier un contrat administratif (TC, 13 octobre 2014, SA Axa IARD) », *JCP-A* 2015, n° 3, 2010, pp. 21-23.
- « Intérêt général, intérêt collectif et intérêt individuel dans la recherche médicale » en collaboration avec D. Bordessoule, in *L'intérêt général*, Mélanges Truchet, Dalloz, 2015, pp. 475-487.
- « Après Charlie, quelle conception de l'ordre public ? », *Complément territorial*, février 2015, édito, p. 1.
- « Contentieux de la rétrocession : la reconnaissance d'un bloc de compétence au profit du juge judiciaire (TC, 8 décembre 2014, Société immobilière du Ceinturon c./ Commune d'Hyères-les-Palmiers) », *Complément territorial*, février 2015, pp. 22-25.
- « L'intérêt public, condition nécessaire à la légalité de la candidature d'une personne publique à un contrat de la commande publique (CE, Ass., 30 décembre 2014, Société Armor SNC) », *JCP-A* 2015, n° 6, 2030, pp. 26-29.

- « Loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes : une absence de priorités préjudiciable à un projet social collectif », JCP-A 2015, n° 8, 2057, pp. 22-26.
- « Toute sanction dans le domaine carcéral est susceptible de recours (CE, 21 mai 2014, Garde des Sceaux) », JCP-A 2015, n° 12, 2073, pp. 22-25.
- « Loi relative à la modernisation et à la simplification du droit. Quelques dispositions de simplification et de cohérence en matière d'administration territoriale...et au-delà ! », JCP-A 2015, n° 13, 2079, pp. 13-15.
- « Quelle responsabilité de l'Etat du fait d'une loi équivoque ? (CE, 23 juillet 2014, Société d'éditions et de protection route) », JCP-A 2015, n° 13, 2083, pp. 30-33.
- « La possibilité reconnue à l'Etat de retenir des œuvres d'art à l'exportation ne répond pas à une nécessité publique (CC, 14 novembre 2014, n° 2014-426 QPC) », JCP-A 2015, n° 14, 2092, pp. 41-44.
- « Situation financière des universités : entre brouillard, approximation et imprévisibilité », JCP-A 2015, n° 15, act. 333, pp. 3-4.
- « Cour des comptes et politique immobilière de l'Etat : en progrès, mais peut mieux faire ! », JCP-A 2015, n° 16, Libres propos, 349, pp. 2-3.
- « Chronique de jurisprudence administrative 2014 », *Revue du droit public et de la science politique* 2015, pp. 543-562.
- « La notion de constitution sociale et les droits fondamentaux », in C. Alonso, A. Duranthon, J. Schmitz (dir.), *Maurice Hauriou et le droit public contemporain : quel(s) héritage(s) ?*, à paraître PUAM 2015.
- « La dignité de la personne humaine serait donc relative... (TA Nice, 26 mars 2015 et CE, 16 avril 2015) », JCP-A 2015, 2138, pp. 35-38.
- « Accès à l'eau et tarification sociale de l'eau : l'expérimentation est lancée ! », JCP-A 2015, n° 21, act. 436 (aperçu rapide), pp. 2-3.
- « Motion sur la laïcité adoptée par le CNESER : un appel solennel aux libertés et franchises universitaires », JCP-A 2015, n° 22, act. 472, pp. 3-4.
- « Lieux de culte : il ne faut pas modifier la loi de 1905 ! », Complément territorial, mai 2015, édito, p. 1.
- « Stationnement et personnes en situation de handicap », Complément territorial, mai 2015, pp. 44-48.
- « La déconcentration nouvelle est arrivée ! », JCP-A 2015, 2179, pp. 26-32.
- « Coupures d'eau : une interdiction constitutionnelle spécifique ? », JCP-A 2015, n° 25, aperçu rapide, act. 531.
- « Un ressortissant étranger peut présider l'Agence Nationale de la Recherche », JCP-A 2015, 2199, pp. 23-25.
- « La loi NOTRe du 7 août 2015 : beaucoup de bruit pour rien ? », Complément territorial, décembre 2015, pp. 22-28.
- « Un Phénix administratif : le secrétaire général de ministère », *Mélanges Oberdorff, LGDJ, Lextenso*, 2015, pp. 265-275.
- « La loi NOTRe, pour quoi faire ? », JCP-A 2015, n° 38-39, 2264, pp. 13-15.
- « Education et enseignement supérieur et recherche ; une ambition limitée, des compétences peu clarifiées », JCP-A 2015, n° 38-39, 2270, pp. 45-48.
- « La collectivité territoriale de Corse est morte...vive la collectivité de Corse ! », JCP-A 2015, n° 38-39, 2271, pp. 48-52.
- « Le département peut-il encore rêver d'avenir ? » (en collaboration avec C. Deffigier), RDP 2015, pp. 1227-1238.
- « Application de la charte de la déconcentration : le mode d'emploi précisé », JCP-A 2015, n° 48, act. 986, pp. 2-4.

- « L'action économique des personnes publiques : une capacité d'agir sous-estimée et mal connue », revue Droit administratif, 2015, n° 11, 13, pp. 9-13.
- « Crèches et bâtiments publics : la discorde », JCP-A 2015, n° 49, act. 1003, pp. 3-4.
- « Le droit de propriété des personnes publiques, liberté fondamentale au titre du référé-liberté (CE, 7 oct. 2015, Préfet des Yvelines) », JCP-A 2015, n° 49, 2360, pp. 38-41.
- « Une association nationale peut être recevable à contester une décision locale (CE, 4 nov. 2015, Ligue française pour la défense des droits de l'homme) », JCP-A 2015, n° 50, 2370, pp. 34-36.
- Actualités rapides au JCP-A 2015 : « Délibérations à distance : un décret minimaliste », JCP-A 2015, n° 1-2, act. 4, p. 6 ; « Partie réglementaire du code de l'expropriation : un complément sans surprise », JCP-A 2015, n° 1-2, act. 7, p. 7 ; « Propositions pour une République exemplaire : la redécouverte de la Déclaration de 1789 ? », JCP-A 2015, n° 5, act. 8, pp. 2-3 ; « Un coordonnateur national pour la réforme des services déconcentrés de l'Etat : un portage administratif pour une stratégie politique ? », JCP-A 2015, n° 5, act. 92, p. 5 ; « La délégation aux usages de l'internet est morte... Vive l'Agence du numérique ! », JCP-A 2015, n°6, act. 119, p. 5 ; « Feu l'Opérateur national de paye ! », JCP-A 2015, n°7, act. 154, p. 8 ; « Quel avenir institutionnel pour la Corse ? », JCP-A 2015, n°7, act. 169, pp. 14-15 ; « Comités national et régional Etat-région pour les fonds européens (décret du 27 février 2015) », JCP-A 2015, n° 10-11, act. 230, pp. 4-5 ; « Séparation des autorités de poursuite et de sanction : mise en conformité des procédures devant le CoRDis (décret du 24 février 2015) », JCP-A 2015, n° 10-11, act. 231, p. 5 ; « La modernisation des procédures devant le Tribunal des conflits (décret du 27 février 2015) », JCP-A 2015, n° 10-11, act. 232, pp. 5-6 ; « Défense extérieure contre l'incendie : des clarifications de compétences bienvenues ! (décret du 27 février 2015) », JCP-A 2015, n° 10-11, act. 233, p. 6 ; « La commune nouvelle : le vrai avenir des petites communes ? », JCP-A 2015, n° 12, act. 256, p. 6 ; « Désignation des conseillers communautaires : la nouvelle rédaction de l'article L. 5211-6-1 du CGCT sera-t-elle la bonne ? », JCP-A 2015, n° 12, act. 257, p. 7 ; « Réseau de transport public du Grand Paris : une association du STIF via un comité de coordination », JCP-A 2015, n° 13, act. 288, p. 4 ; « Et un nouveau Conseil, un ! », JCP-A 2015, n° 13, act. 289, p. 4 ; « Où exigence de parité rime avec nécessaire complexité », JCP-A 2015, n° 14, act. 312 ; « Faciliter l'exercice des mandats des élus locaux : déontologie, formation, garanties sont à l'honneur », JCP-A 2015, n° 14, act. 313 ; « Forfait de post-stationnement : mode d'emploi de la dépénalisation », JCP-A 2015, n° 16, act. 351 ; « L'accès modifié aux fonctions de maître des requêtes, de conseiller d'Etat et de président de la Cour nationale du droit d'asile », JCP-A 2015, n° 17, act. 373 ; « Appels à projets des pôles territoriaux de coopération économique : quelle méthode ? », JCP-A 2015, n° 17, act. 374 ; « Création du délégué interministériel à la mixité sociale de l'habitat », JCP-A 2015, n° 17, act. 375 ; « Répartition de certaines dotations de l'Etat aux collectivités territoriales », JCP-A 2015, n° 19-20, act. 419, p. 4 ; « Organisation du comité interdépartemental pour les agents de la fonction publique territoriale », JCP-A 2015, n° 19-20, act. 420, p. 4 ; « Le nouveau conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation : soutien, orientation... et évaluation ! », JCP-A 2015, n° 21, act. 440 ; « Précisions sur la gestion de la demande sociale », JCP-A 2015, n° 21, act. 441 ; « Décentralisation du stationnement payant : mode d'emploi », JCP-A 2015, n° 22, act. 473, p. 5 ; « Pour une Commission nationale consultative des gens du voyage opérationnelle », JCP-A 2015, n° 22, act. 474, pp. 5-6 ; « Don de jours de repos à un agent public : les modalités sont fixées », JCP-A 2015, n° 23, act. 493, p. 4 ; « Transfert de l'organisation des élections : l'autonomie confortée des établissements publics de la FPT », JCP-A 2015, n° 23, act. 494, p. 5 ; « Fonds de soutien aux collectivités ayant souscrit des emprunts structurés : une meilleure prise en compte du risque », JCP-A 2015, n° 24, act. 514, p. 7 ;



« Contenu et modalités d'élaboration des programmes locaux de prévention des déchets ménagers », JCP-A 2015, n° 25, act. 533 ; « Fonctionnement de la commission du contentieux du stationnement payant, nouvelle juridiction administrative spécialisée », JCP-A 2015, n° 25, act. 534 ; « Une simplification du traitement des litiges en matière sportive », JCP-A 2015, n° 25, act. 535 ; « Convention de délégation de compétences entre Etat et collectivités territoriales : un dispositif précisé », JCP-A 2015, act. 560, p. 3 ; « Transfert aux SDIS de l'organisation des élections au conseil d'administration et à leurs instances consultatives », JCP-A 2015, act. 561, pp. 3-4 ; « Indemnisation des collectivités et groupements à la suite de catastrophes : précisions sur les modalités d'utilisation des fonds », JCP-A 2015, act. 562, p. 4 ; « Procédure de passation des contrats de revitalisation artisanale et commerciale », JCP-A 2015, n° 28, act. 613, p. 5 ; « Administrateurs territoriaux et emplois fonctionnels : rémunération et régime indemnitaire », JCP A 2015, n° 29, act. 626, p. 2 ; « Le nouveau groupe public ferroviaire se met en place », JCP A 2015, n° 29, act. 627, pp. 3-4 ; « Réduction des délais d'instruction des autorisations d'urbanisme », JCP A 2015, n° 29, act. 628, p. 5 ; « Concrétisation des exigences en matière de parité au sein des AAI et ordres professionnels », JCP-A 2015, n° 35, act. 677, p. 5 ; « Accessibilité des bâtiments et facilités d'accès à certains services pour les personnes en situation de handicap : une ordonnance ratifiée et complétée », JCP-A 2015, n° 35, act. 678, p. 6 ; « Contrats de ville et prise en considération des problématiques spécifiques des quartiers prioritaires », JCP-A 2015, n° 35, act. 679, p. 6 ; « Extension du champ des dépenses des collectivités confiées à un organisme tiers », JCP-A 2015, n° 35, act. 680, p. 6-7 ; « Doctrine d'emploi du fonds de soutien aux personnes publiques ayant souscrit des emprunts à risque », JCP-A 2015, n° 35, act. 681, p. 7 ; « Taxe de séjour et taxe de séjour forfaitaire : tarification, collecte et recouvrement », JCP-A 2015, n° 35, act. 682, p. 7 ; « Simplification et adaptation dans le secteur du tourisme », JCP-A 2015, n° 35, act. 684, p. 8 ; « Délimitation des périmètres des établissements publics territoriaux de bassin et des établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau », JCP-A 2015, n° 35, act. 685, p. 8 ; « Enquête publique préalable à l'aliénation des chemins ruraux », JCP-A 2015, n° 35, act. 687, p. 9 ; « Des facilités pour l'inscription sur les listes électorales pour la consultation en Nouvelle-Calédonie », JCP-A 2015, n° 35, act. 688, pp. 9-10 ; « Procédure de réhabilitation d'une installation classée pour l'environnement par un tiers », JCP-A 2015, n° 35, act. 690, p. 11 ; « Du nouveau dans la délivrance ou le renouvellement des cartes de séjour », JCP-A 2015, n° 35, act. 691, pp. 11-12 ; « Réforme du droit d'asile : accélération et simplification des procédures ? », JCP-A 2015, n° 35, act. 692, p. 12 ; « Réorganisation des services et mobilités contraintes : quelles conséquences ? », JCP-A 2015, n° 35, act. 693, p. 12 ; « Réforme de l'Etat et des collectivités territoriales : les mesures d'accompagnement des cadres supérieurs », JCP-A 2015, n° 35, act. 694, p. 13 ; « Accompagnement des fonctionnaires de l'Etat en région concernés par la réorganisation territoriale », JCP-A 2015, n° 35, act. 695, pp. 13-14 ; « Loi Macron : libéralisation, innovation, relance de l'économie ? », JCP-A 2015, n° 35, act. 696, p. 14 ; « La rénovation en trompe l'œil du Conseil national des missions locales », JCP-A 2015, n° 35, act. 697, pp. 14-15 ; « La nécessaire redéfinition des circonscriptions administratives après la fusion des régions », JCP-A 2015, n° 35, act. 698, p. 15 ; « Extension de la liste des collectivités et groupements participant à l'expérimentation pour l'accès à l'eau », JCP-A 2015, n° 35, act. 699, p. 15 ; « Fonds de soutien aux activités périscolaires : des aides précisées », JCP-A 2015, n° 35, act. 700, p. 16 ; « Missions des autorités en charge de la gestion des eaux pluviales », JCP-A 2015, n° 35, act. 701, p. 16 ; « Simplification ds règles d'urbanisme en matière de constructions de logements », JCP-A 2015, n° 35, act. 702, p. 16 ; « Nouvelles dispositions en cas de délégation du droit de préemption des communes », JCP-A 2015, n° 35, act. 703, p. 17 ; « Refonte des modalités du droit de préemption des SAFER », JCP-A 2015, n° 35, act. 704, p. 17 ; « Modalités

de rétrocession de terrains agricoles après préemption par une SAFER », JCP-A 2015, n° 35, act. 705, p. 18 ; « Services réguliers interurbains de transport public routier de personnes : l'ouverture à l'initiative privée, c'est maintenant ! », JCP-A 2015, n° 42, act. 841, p. 5 ; « Mise en place de l'allocation pour demandeur d'asile », JCP-A 2015, n° 44, act. 890, p. 8 ; « Comment les CRC s'accommodent-elles du redécoupage régional ? », JCP-A 2015, n° 44, act. 891, pp. 8-9 ; « Epreuves pratiques du permis de conduire : les agents publics peuvent être sollicités », JCP-A 2015, n° 45, act. 908, p. 5 ; « Saisine de l'administration par voie électronique : un droit assorti d'exceptions », JCP-A 2015, n° 46, act. 930, pp. 4-5 ; « Exceptions au silence vaut acceptation pour les collectivités territoriales », JCP-A 2015, n° 46, act. 931, p. 5 ; « Un remède à l'instabilité normative : l'opposabilité de la prise de position formelle de l'administration », JCP-A 2015, n° 51-52, act. 1043, p. 5 ; « Établissements publics territoriaux du Grand Paris : périmètre et siège sont fixés », JCP-A 2015, n° 51-52, act. 1045, p. 6 ; « Mise en place des collectivités de Guyane et de Martinique », JCP-A 2015, n° 51-52, act. 1046, p. 6 ; « Nouvelles régions : les académies doivent aussi s'adapter », JCP-A 2015, n° 51-52, act. 1048, p. 7 ; « Modalités de nomination des recteurs : le pire n'est jamais sûr, mais il se rapproche ! », JCP-A 2015, n° 51-52, act. 1049, p. 7 ; « Adaptation des agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions », JCP-A 2015, n° 51-52, act. 1045, pp. 7-8.

- « Une discrimination par association peut résulter d'une discrimination indirecte (CJUE, 16 juill. 2015) », *JCP-A* 2016, n° 1, 2005, pp. 58-60.
- « L'exercice d'un contrôle restreint sur le montant de la redevance d'un logement de fonction (CE, 1<sup>er</sup> octobre 2015) », *JCP-A* 2016, n° 2, 2009, pp. 22-25.
- « La clarification des règles relatives aux concessions », *JCP-A* 2016, n° 5, act. 97, pp. 3-5.
- « Nouvel aéroport à Notre-Dame des Landes : un référendum local d'initiative gouvernementale ? », *JCP-A* 2016, n° 7, act. 134, pp. 2-3.
- « Chronique de jurisprudence administrative 2015 », *Revue du droit public et de la science politique*, 2016, n° 2, pp. 695-720.
- « Police administrative et prévention des infractions pénales : une confirmation du juge administratif (CE, 9 nov. 2015, Alliance générale contre le racisme et le respect de l'identité française et chrétienne) », *JCP-A* 2016, n° 11, 2065.
- « Radiation des cadres d'un agent public territorial en congé de maladie : une possibilité explicitée par le Conseil d'Etat (CE, 11 décembre 2015, Commune de Breteuil-sur-Iton) », *Complément territorial*, mars 2016, pp. 25-29.
- « Réforme territoriale en France : la préoccupation du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux », *JCP-A* 2016, n° 14, act. 303, pp. 2-3.
- « Ingénierie territoriale : nouvelle culture professionnelle des services de l'Etat ou nouvelle recentralisation de compétences locales ? », *JCP-A* 2016, n° 15, act. 325, pp. 3-4.
- « La sécurité intérieure, garantie des libertés ou remise en cause des droits fondamentaux ? », *Revue européenne de l'action publique*, n° 2, mars 2016, pp. 22-24.
- « Interdiction de subventions aux SPIC : quelle interprétation donner à l'article L. 2224-2 du CGCT ? », *JCP-A* 2016, n° 17-18, 2121.
- « Projet de loi Sapin II : les réserves du Conseil d'Etat », *JCP-A* 2016, n° 19, act. 393, pp. 2-3.
- « L'évolution du contrôle budgétaire dans les régions académiques », *Cahiers de la fonction publique*, avril 2016, n° 365, pp. 53-55.
- « Le nouveau régime applicable aux concessions de travaux », *Revue de droit immobilier*, n° 5, mai 2016, pp. 246-252.

- « Nominations équilibrées dans l'encadrement supérieur de la fonction publique, mode d'emploi et sanctions financières », *JCP-A* 2016, n° 21, act. 447, pp. 5-6.
- « Linky et les collectivités territoriales : chronique de contentieux annoncés », *JCP-A* 2016, n° 22, act. 472, pp. 2-3.
- « Appartenance d'un bien au domaine public : quand une animation culturelle ne constitue pas un service public (CE, 15 fév. 2016, Soc. Cathédrale d'images) », *JCP-A* 2016, n° 25, 2183, pp. 37-40.
- « Une réflexion tardive sur la mutualisation des fonctions support de l'administration déconcentrée de l'Etat », *JCP-A* 2016, n° 28, act. 606, pp. 3-4.
- « Pas de transfert d'un contrat autorisant l'occupation du domaine public sans accord de la personne publique occupante (CE, 7 déc. 2015, Soc. nationale immobilière) », *JCP-A* 2016, n° 28, 2209, pp. 24-26.
- « Faut-il supprimer les conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux ? », *Edito, complément territorial*, juin 2016, p. 1.
- « Les apports de la loi du 20 avril 2016 à la fonction publique territoriale », *Complément territorial*, juin 2016, pp. 34-40.
- « Le Conseil d'Etat, défenseur des prérogatives du Conseil supérieur de la magistrature ? (CE, 8 juin 2016, Prats) », *JCP-G*, 2016, 935, pp. 1592-1597.
- « Le burkini et l'Etat de droit », *JCP-A*, 2016, n° 35, act. 704, pp. 2-4.
- « Délai de recours contentieux : une nouvelle règle prétorienne fondée sur le principe de sécurité juridique (CE, Ass., 13 juillet 2016) », *JCP-A* 2016, n° 36, 2238, pp. 27-31.
- « Simplification et qualité du droit : une urgence démocratique » (à propos du rapport annuel du CE pour 2016), *JCP-A*, 2016, n° 39, 732, pp. 5-7.
- « Loi pour une République numérique ou loi relative au numérique dans la société ? », *JCP-A* 2016, n° 41, act. 774, pp. 3-4.
- « La contestation d'actes relatifs à la condition militaire est réservée aux associations exclusivement composées de militaires (CE, 26 sept. 2016) », *JCP-A* 2016, n° 48, 2308, pp. 31-33.
- « Déjections canines : un fichage...pas au poil ! (CAA Marseille, ord. 30 nov. 2016) », avec C. Deffigier, *JCP-A* 2016, n° 49, act. 930, pp. 2-3.
- « La Cour de cassation sous contrôle ? Un décret très malvenu », *JCP-A* 2016, n° 50, act. 959, pp. 3-4.
- « La mission permanente d'inspection de la justice administrative : un rôle central dans l'évaluation de la qualité de la justice administrative ? », *RFAP* 2016/3, n° 159 (La qualité de la justice administrative), pp. 807-818.
- Actualités rapides au *JCP-A* 2016 : « Publication de la loi sur la gratuité et la réutilisation des données publiques », *JCP-A* 2016, n° 1, act. 2, pp. 3-4 ; « Dématérialisation du Journal Officiel », *JCP-A* 2016, n° 1, act 3, p. 4 ; « Compensation financière des transferts de compétences », *JCP-A* 2016, n° 1, act. 4 ; « Modification de la durée des amortissements des subventions d'équipement versées par les communes », *JCP-A* 2016, n° 1, act. 5 ; « Convention type de mise à disposition de services en cas de transferts de compétences », *JCP-A* 2016, n° 1, act. 6 ; « Codification de la partie réglementaire du code de l'énergie », *JCP-A* 2016, n° 1, act. 10 ; « Agents de l'Etat ayant opté pour une intégration dans la fonction publique territoriale : précisions sur le régime de retraite », *JCP-A* 2016, n° 1, act. 11 ; « Agents contractuels de la fonction publique territoriale : du nouveau ! », *JCP-A* 2016, n° 1, act. 12 ; « Adaptation de l'organisation territoriale de l'Etat aux nouvelles régions », *JCP-A* 2016, n° 1, act. 13 ; « Modification des missions des SGAR et des DRRT », *JCP-A* 2016, n° 1, act. 14 ; « Mise en œuvre des sociétés d'habitat participatif », *JCP-A* 2016, n° 1, act. 15 ; « Loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement : prise en charge et garantie de

l'autonomie des personnes âgées », JCP-A 2016, n° 1, act. 16 ; « Affiliation au régime général de sécurité sociale des personnes participant de façon occasionnelle à des missions de service public », JCP-A 2016, n° 1, act. 17 ; « Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement », JCP-A 2016, n° 1, act. 19 ; « Concertation préalable facultative au permis de construire ou d'aménager », JCP-A 2016, n° 1, act. 21 ; « Recodification et modernisation du droit de l'urbanisme », JCP-A 2016, n° 1, act. 23 ; « Loi NOTRe : deux instructions...à portée normative ? », JCP-A 2016, n° 1, act. 42 ; « Télétravail dans la fonction publique : enfin le décret ! », JCP-A 2016, n° 7, act. 137, pp. 5-6 ; « Modalités d'institution et de recouvrement de la contribution locale temporaire en matière ferroviaire », JCP-A 2016, n° 11, act. 221 ; « Maintien des aides aux activités périscolaires », JCP-A 2016, n° 11, act. 222 ; « Adaptation et simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets », JCP-A 2016, n° 11, act. 223 ; « Publication de la loi relative au droit des étrangers en France », JCP-A 2016, n° 11, act. 224 ; « Dépenses éligibles aux programmes soutenus par les fonds européens », JCP-A 2016, n° 11, act. 226 ; « De nouvelles structures pour la politique d'achats de l'Etat », JCP-A 2016, n° 11, act. 227 ; « Réutilisation des informations publiques », JCP-A 2016, n° 12, act. 271 ; « Périmètre des SAFER et nouvelles régions », JCP-A 2016, n° 12, act. 272 ; « Sécurité dans les transports, encore un texte ! », JCP-A 2016, n° 12, act. n° 273 ; « SNCF Mobilités et le transport ferroviaire de voyageurs », JCP-A 2016, n° 12, act. 274 ; « Marchés publics, enfin les décrets ! », JCP-A 2016, n° 13, act. 289, pp. 4-5 ; « Contrats de concession : le modèle d'avis est publié », JCP-A 2016, n° 13, act. 290, p. 5 ; « Consolidation du droit à formation des élus locaux et conditions d'exercice des mandats des membres de syndicats », JCP-A 2016, n° 13, act. 291, pp. 5-6 ; « Articulation des procédures d'autorisation d'urbanisme avec des procédures relevant du code de l'environnement », JCP-A 2016, n° 13, act. 292, p. 6 ; « Dotations de l'Etat aux collectivités territoriales, péréquation des ressources fiscales : application de la loi de finances 2016 », JCP-A 2016, n° 15, act. 326, p. 5 ; « Haute performance énergétique dans certains contrats publics de l'Etat : oui, mais pas à n'importe quel prix », JCP-A 2016, n° 15, act. 327, p. 5 ; « Déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisode de pollution à l'air ambiant », JCP-A 2016, n° 15, act. 328, p. 5 ; « Prostitution : préfets et départements sollicités pour renforcer l'accompagnement des victimes », JCP-A 2016, n° 15, act. 329, p. 6 ; « Conventions de mandat conclues par certaines personnes publiques avec des tiers », JCP-A 2016, n° 19, act. 395, p. 7 ; « Marchés passés par des concessionnaires d'autoroutes : des adaptations aux procédures prévues par le décret relatif aux marchés publics », JCP-A 2016, n° 19, act. 396, p. 7 ; « Mission d'appui au financement des infrastructures ou feu la mission d'appui aux partenariats public-privé », JCP-A 2016, n° 19, act. 397, pp. 7-8 ; « Précisions sur les concessions hydroélectriques », JCP-A 2016, n° 19, act. 398, p. 8 ; « Réforme de l'autorité environnementale : une déconcentration peu lisible ? », JCP-A 2016, n° 19, act. 399, p. 8 ; « Agence nationale de santé publique : une organisation et des missions précisées », JCP-A 2016, n° 19, act. 400, pp. 8-9 ; « Groupements hospitaliers de territoire : une mutualisation raisonnée ? », JCP-A 2016, n° 19, act. 401, p. 9 ; « Comment bien se conduire dans les transports publics... », JCP-A 2016, n° 19, act. 402, p. 9 ; « Prévention de la délinquance : une évolution vers la prévention de la radicalisation », JCP-A 2016, n° 19, act. 403, pp. 9-10 ; « Lutte contre les violences dans les stades : des moyens donnés aux clubs et associations », JCP-A 2016, n° 19, act. 404, p. 10 ; « Précisions sur les demandes d'homologation d'enceintes sportives », JCP-A 2016, n° 20, act. 423, p. 4 ; « Mise en œuvre du protocole relatif aux parcours professionnels, carrières et rémunérations pour les fonctions publiques d'Etat et territoriale », JCP-A 2016, n° 20, act. 424, pp. 4-5 ; « Sanctions des manquements aux engagements pris dans l'agenda d'accessibilité programmée », JCP-A 2016, n° 20, act. 425, pp. 5-6 ; « Information de l'administration au sujet de personnes en contact avec les mineurs », JCP-A 2016, n° 21, act. 448, p. 7 ; « Avocats aux

conseils salariés : enfin un statut ! », JCP-A 2016, n° 21, act. 449, p. 7 ; « Conditions d'accès à la profession d'avocat aux conseils : la mise en œuvre de la loi Macron », JCP-A 2016, n° 21, act. 450, pp. 7-8 ; « Réorganisation des carrières des fonctionnaires : au tour de la fonction publique hospitalière », JCP-A 2016, n° 21, act. 451, p. 8 ; « Hôpitaux de proximité : identification et financement », JCP-A 2016, n° 21, act. 452, pp. 8-9 ; « Domiciliation de personnes : le lien avec la commune précisé », JCP-A 2016, n° 21, act. 453, p. 9 ; « Simplification pour la mise en œuvre des téléservices », JCP-A 2016, n° 22, act. 474, p. 5 ; « Certificats à fournir par le candidat à un marché public ou à une concession », JCP-A 2016, n° 22, act. 476, p. 5 ; « Reclassement d'échelon : la mise en place du PPCR continue dans la fonction publique territoriale », JCP-A 2016, n° 22, act. 478, p. 6 ; « La majoration du point d'indice est traduite dans les textes », JCP-A 2016, n° 22, act. 479, p. 6 ; « Les adjoints de sécurité doivent aussi être aptes physiquement », JCP-A 2016, n° 22, act. 480, p. 6 ; « Prestations délivrées par les résidences autonomie », JCP-A 2016, n° 22, act. 481, pp. 6-7 ; « Sélection en Master : un décret qui ne règle rien ? », JCP-A 2016, n° 22, act. 482, p. 6 ; « Gestion des flux d'électricité : une expérimentation est lancée pour les collectivités », JCP-A 2016, n° 22, act. 483, pp. 7-8 ; « Comités de distribution publique d'électricité institués dans chaque zone non interconnectée au réseau public métropolitain », JCP-A 2016, n° 22, act. 484, p. 8 ; « Agrément des SEM exerçant une activité de construction et de gestion de logements sociaux », JCP-A 2016, n° 23, act. 497, p. 3 ; « Actualisation du régime des aides des collectivités aux entreprises », JCP-A 2016, n° 22, act. 498, p. 4 ; « Evolution de la commission des usagers des établissements de santé », JCP-A 2016, n° 23, act. 499, p. 4 ; « Collaborateurs occasionnels du service public : l'affiliation au régime général étendue », JCP-A 2016, n° 23, act. 500, p. 4 ; « Pour un meilleur fonctionnement du fonds pour l'insertion des personnes handicapées », JCP-A 2016, n° 24, act. 519 ; « Plan régional de prévention et de gestion des déchets : contenu et modalités d'élaboration », JCP-A 2016, n° 25, act. 537, p. 5 ; « Participation des régions au capital de sociétés commerciales : des seuils à ne pas dépasser ! », JCP-A 2016, n° 25, act. 538, pp. 5-6 ; « Seuils d'opérations exceptionnelles d'investissement nécessitant une étude d'impact sur les dépenses de fonctionnement », JCP-A 2016, n° 27, act. 577, p. 4.

- « La contribution du droit souple au désordre normatif », RDP 2017, n° 1, pp. 59-70.
- « Loi du 18 novembre 2016 : une modernisation limitée de la justice administrative », JCP-A 2017, n° 5, 2043, pp. 29-34.
- « Cars Macron : comment apprécier l'atteinte substantielle à l'équilibre économique des lignes de service public de transport (E, 23 déc. 2016, Région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes) ? », JCP-A 2017, n° 7, 2055, pp. 26-29.
- « Chronique de jurisprudence administrative 2016 », RDP 2017, n° 2, pp. 411-431.
- « Un droit fondamental à l'eau et à l'assainissement consacré et effectif ? », JCP-A 2017, n° 10-11, act. 183, pp. 3-4.
- « Reconnaissance de l'engagement et renforcement des politiques en faveur des jeunes...seulement ? » à propos de la loi Egalité et citoyenneté du 27 janvier 2017, JCP-A 2017, n° 12, 2078, pp. 20-25.
- « Calais, terre d'élection du juge du référé-liberté, TA Lille, 22 mars 2017, Association L'Auberge des migrants et a. », JCP-A 2017, n° 14, act. 260, pp. 3-4.
- « Quel avenir pour l'action publique ? Les propositions des candidats à l'élection présidentielle », JCP-A 2017, n° 15, 2110, pp. 36-46.
- « Bail emphytéotique administratif et association culturelle : l'interprétation de l'article L. 1311-2 du CGCT, CE, 10 février 2017, Ville de Paris », JCP-A 2017, n° 16, 2114, pp. 23-27.

- « Sortie du territoire d'une mineure recherchée : une négligence fautive de l'Etat (CE, 26 avril 2017) », JCP-A 2017, n° 20, 2135, pp. 43-46.
- « Cabinets ministériels : rationalisation et transparence e(E)n marche ! », JCP-A 2017, act. 384, pp. 2-3.
- « Le choc de moralisation : les propositions du député Dosière », JCP-A 2017, n° 22, act. 384, pp. 3-4.
- « Le droit souple... est bien souple ! (CE, 20 mars 2017, Région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes) », JCP-A 2017, n° 23, 2145, pp. 17 à 20.
- « Collectivités territoriales : un écartèlement ministériel peu propice à la cohérence ? », JCP-A 2017, n° 24, act. 433, pp. 2-3.
- « Collectivités territoriales et prévention de la radicalisation », Complément territorial juin 2017, édito, p. 1.
- « Quel avenir pour les sous-préfectures dans la nouvelle organisation décentralisée ? », Complément territorial, juin 2017, pp. 35-40.
- « Vers une République contractuelle ? », JCP-A 2017, n° 28, 2179, pp. 15-19.
- « Contestation d'une mesure locale par une association nationale, une conception étendue des circonstances locales (CE, 7 fév. 2017) », JCP-A 2017, n° 28, 2192, pp. 46-48.
- « Conférence nationale des territoires : Acte I, un pacte girondin », JCP-A 2017, n° 29, act. 511, pp. 4-5.
- « Une norme nouvelle, deux normes simplifiées ou abrogées... » (circulaire du 27 juillet 2017), JCP-A 2017, n° 35, act. 550, pp. 5-6.
- « Action interruptive de la prescription en matière de garantie décennale : des conditions précisées (CE, 19 avril 2017, CU Dunkerque) », JCP-A 2017, n° 37, 2224, pp. 36-38.
- « Les sapeurs-pompiers volontaires peuvent-ils bénéficier de la liberté syndicale ? », Complément territorial, sept. 2017, pp. 39-43.
- « Responsabilité du maître d'œuvre pour désordres structurels après réception de l'ouvrage (CE, 19 avril 2017, Communauté d'agglomération de Montpellier) », JCP-A 2017, n° 38-39, 2230, pp. 42-44.
- « Compétence obligatoire en matière de restauration scolaire : une carence fautive engageant la responsabilité du département ? (CAA Nantes, 10 février 2017) », JCP-A 2017, n° 40, 2236, pp. 38-41.
- « Réforme du code du travail, présentation des cinq ordonnances du 22 septembre 2017 », JCP-A 2017, n° 40, 2231, pp. 19-21.
- « La prohibition du cumul des poursuites à raison des mêmes faits (30 déc. 2016, ACNUSA) », JCP-A 2017, n° 41, 2243, pp. 38-41.
- « L'indépendance financière de l'autorité judiciaire, gage de la qualité de la justice », JCP-G 2017, n° 42, 1077, pp. 1858-1862.
- « Installation des crèches dans un emplacement public : des critères flous », Revue du droit des religions, Strasbourg, n° 4, nov. 2017, pp. 69-82.
- « PLF 2018 : recentrer l'administration territoriale sur ses missions fondamentales », JCP-A 2017, n° 46, act. 550, pp. 5-7.
- « La commune de Ploërmel, Jean-Paul II et la neutralité des personnes publiques (CE, 25 oct. 2017) », JCP-A 2017, n° 46, 2277, pp. 25-28.
- « L'écriture inclusive est à éviter dans les textes officiels », JCP-A 2017, n° 47, act. 572, pp. 2-3.
- « Violences faites aux femmes : un plan d'action pour que « la honte change de camp » », JCP-A 2017, n° 48, act. 589, pp. 2-3.

- « Une instrumentalisation du pouvoir de réquisition refusée par le juge (CE, 28 décembre 2016, Ministre des Outre-mer) », JCP-A 2017, n° 48, 2305, pp. 42-44.
  - « Principe de laïcité et élèves en formation paramédicale, CE, 28 juillet 2017 », JCP-A 2017, n° 49, 2310, pp. 33-36.
  - « Mesure de police, discrimination, proportionnalité, CE, 15 nov. 2017, Ligue française pour la défense des droits de l'homme », JCP-A 2017, n° 51-52, 2330, pp. 43-46.
  - « Restauration scolaire : un droit d'accès, oui mais... », JCP-A 2017, n° 51-52, act. 863, pp. 6-7.
  - « Modulation de l'amende infligée en cas de contravention de grande voirie : une extension des pouvoirs du juge administratif (CE, 25 oct. 2017) », Complément territorial, déc. 2017, pp. 27-31.
- « Renforcement des sanctions à l'égard des injures non publiques », JCP-A 2017, n° 35, act. 551 ; « La partie réglementaire du code du sport modifiée », JCP-A 2017, n° 35, act. 552 ; « Parité au sein des organismes consultatifs des trois fonctions publiques », JCP-A 2017, n° 35, act. 553 ; « Projet territorial de santé : des priorités ambitieuses », JCP-A 2017, n° 35, act. 553 ; « Une charte de transparence pour le conjoint du Président de la République », JCP-A 2017, n° 35, act. 578.
- « Compteur Linky : une exclusivité nationale, une impossibilité d'agir au plan local », JCP-A 2018, n° 4, 2038, pp. 33-35.
  - « La Cour des comptes et les compteurs Linky : une bonne opération pour ENEDIS, mais pas pour le consommateur ! », JCP-A 2018, n°7, act. 154, pp. 3-4.
  - « Retrait d'une décision créatrice de droits non formalisée : le délai de 4 mois doit être respecté (CE, 13 déc. 2017) », JCP-A 2018, n° 7, 2053, pp. 22-25.
  - « La règle ne bis in idem et le juge administratif », RDP 2018, n° 1, pp. 39-48.
  - « Procédures simplifiées et accès à la justice facilité : la mise en œuvre de la loi de 2016 peut-elle atteindre ses objectifs ? », JCP-A 2018, n° 10-11, 2071, pp. 17-23.
  - « Service public de la justice et autorité judiciaire : une clarification souhaitable (CE, ord., 16 fév. 2018) », JCP-G 2018, n° 12, 328, pp. 549-552.
  - « Renforcement de la participation et de la consultation publiques : ratification des ordonnances d'août 2016 », JCP-N, 2018, n° 12, 323, pp. 7-9.
  - « Un service public de la justice réorganisé pour améliorer l'efficacité et la qualité de l'autorité judiciaire ? », JCP-A 2018, n° 13, act. 292, pp. 5-7.
  - « L'Inspection générale de la justice est indépendante... mais pas suffisamment pour que la Cour de cassation en relève ! (CE, 23 mars 2018, Syndicat FO magistrats) », JCP-G 2018, n° 14, act. 398.
  - « Violences sexuelles et sexistes : un plan de prévention et de traitement dans la fonction publique », JCP-A 2018, n° 14, act. 320, pp. 3-4.
  - « Chronique de jurisprudence administrative 2017 », RDP 2018, n° 2, pp. 617-637.
  - « Recours contre une ordonnance de roulement : c'est possible, mais devant qui ? (TC, 12 février 2018) », JCP-G 2018, n° 16, 467, pp. 784-786.
  - « Recours d'une association : l'intérêt à agir n'est pas sans limite ! (CE, 7 mars 2018, Association Collectif danger Aéroport Aix-les-Milles) », JCP-A 2018, 2134, pp. 37-39.
  - « Différenciation territoriale : les limites posées par le Conseil d'Etat (avis du 7 déc. 2017) », JCP-A 2018, 2138, pp. 25-28.
  - « Projets de loi sur la justice : un avis globalement favorable du Conseil d'Etat », JCP-A 2018, act. 434, pp. 5-7.

- « La décision administrative et les algorithmes : une loyauté à consacrer », RDP 2018, n° 3, pp. 641-650.
- « Liberté de choisir son avenir professionnel : des dispositions très critiquées », JCP-A 2018, act. 465, pp. 4-6.
- « Appartenance au domaine public : une théorie de l'accessoire restrictive », Complément territorial, juin 2018, pp. 31-35.
- « La prise en compte du risque dans la décision publique », JCP-A 2018, n° 26, act. 552, pp. 4-6.
- « La fraternité terrasse (pour partie) le délit de solidarité », JCP-A 2018, n° 28, act. 597, pp. 4-5.
- « La reconnaissance par l'administration d'un acte usuel de l'autorité parentale (CE, 13 avril 2018, Ministre de l'Education nationale) », JCP-A 2018, n° 28, 2209, pp. 28-30.
- « Action publique 2022 : un rapport à risque ! », JCP-A 2018, n° 30-34, act. 638, pp. 6-8.
- « L'évolution de la pensée du juge administratif en matière de laïcité », Les Cahiers de la justice, Dalloz, 2018, n° 3, pp. 453-463 (à paraître).
- « Le collège de déontologie de la juridiction administrative : un bilan encourageant », Mélanges Debouy, LGDJ, 2018, pp. 17-30 (à paraître).
- « L'anonymat permet-il à un agent de tout écrire ? (CE, 27 juin 2018) », JCP-A 2018, n° 37, 2242, pp. 10-13.

#### **b) Ouvrages :**

- *Le droit de propriété dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel et du Conseil d'État*, coll. des Publications de la Faculté de droit et des sciences économiques de l'Université de Limoges, distribuée par les Presses Universitaires de France, 2 vol., n°22 et 23, 1994.
- *Code général des collectivités territoriales annoté et commenté*, éd. du Moniteur (depuis 1996), en collaboration désormais avec MM Lachaume, Mallol et Dussart et Mme Deffigier, avec mise à jour régulière (4 fois par an). Directrice scientifique de l'ouvrage depuis janvier 2002 (à la suite du Professeur J-F. Auby).
- *Code général de la propriété des personnes publiques*, ed. du Moniteur, en collaboration avec M. Lachaume et Mme Deffigier, 2008; directrice scientifique de l'ouvrage, 2008; 2<sup>ème</sup> ed. 2011, 3<sup>ème</sup> éd octobre 2012.
- *Droit des services publics*, 3<sup>e</sup> édition, en collaboration avec les Professeurs J.-F. Lachaume et C. Boiteau, Dalloz-Masson, 2004; 1<sup>ère</sup> éd, septembre 2012 avec en plus C. Deffigier, aux éditions Litec, LexisNexis ; 2<sup>e</sup> ed., sept. 2015.
- *The Administration of Justice in Europe : Towards the development of quality standards*, research directed by H. Pauliat, M. Fabri, P. Langbroek, Editrice Lo Scarabeo, Italie, Pays-Bas, France, 2003.
- *L'Administration de la justice en Europe et l'évaluation de sa qualité*, sous la direction de Hélène Pauliat, Philip Langbroek, Marco Fabri, Jean-Paul Jean, LGDJ, Montchrestien, coll. Grands colloques, 2005.
- *Les grandes décisions de la jurisprudence, Droit administratif*, en collaboration avec Jean-François Lachaume, 14<sup>e</sup> ed., PUF, 2007; 15<sup>e</sup> éd., octobre 2010 (en collaboration avec S. Braconnier et C. Deffigier), 16<sup>ème</sup> ed., novembre 2014, 17<sup>e</sup> ed., 2017.
- *Permanences et convergences du droit administratif. Mélanges en l'honneur de Jean-François Lachaume*, Coordination de l'ouvrage avec Stéphane Braconnier, Dalloz, 2007 (55 contributions, 1113 pages).



- *La réforme des collectivités territoriales commentée (loi du 16 décembre 2010)*, Editions du Moniteur, novembre 2011 (en collaboration avec C. Deffigier), 240 p. (110 de commentaires).
- *Mieux administrer pour mieux juger. Essai sur l'essor et les enjeux contemporains de l'administration de la justice*, L. Cadiet, J.-P. Jean et H. Pauliat (dir.), Bibliothèque de l'IRJS – André Tunc, Tome 58, décembre 2014 (225 p.).

### 3. Participations à des publications et recherches collectives

#### a) Recherches collectives :

- **La CEDH et le droit privé** : participation au contrat de recherche conclu par l'OMIJ et la Mission de recherche Droit et Justice du Ministère de la justice sur *L'influence de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme sur le droit privé français*, sous la responsabilité scientifique du Professeur Marguénaud (1998-1999), La Documentation française (2001).
- **Les systèmes cadastraux en Europe (17 pays)**, étude commandée par l'Agence du territoire en Italie et relayée par l'École Nationale Supérieure de l'Économie et des Finances de Rome. Elle a été remise en 2004 et a permis de comparer les systèmes cadastraux en Europe.
- **Les maisons des services publics en Europe (hors la France) en 2003** : l'étude, commandée par la DATAR, portait sur 22 pays européens ; elle a permis de donner un éclairage européen sur les services d'intérêt général polyvalents de proximité.
- **Pilotage d'une ACI Ville sur « Citoyenneté et territoire pertinent »** : l'idée a été de montrer que l'implication du citoyen dans les affaires publiques dépend de son sentiment d'appartenance à telle ou telle collectivité ou structure, dans la droite ligne de l'évolution de la décentralisation (fin en 2005).
- **La justice administrative en Europe** : la recherche, initiée par la Mission de recherche Droit et Justice, couvre les 25 pays de l'Union européenne et se déroulera en deux phases. La première a débuté par un questionnaire, adressé, via l'Association des hautes juridictions administratives en Europe, à chaque juridiction suprême administrative, pour permettre de mieux connaître les structures de la justice administrative dans chaque pays, les techniques de contrôle, la nature des affaires traitées, les types de recours... Elle s'est clôturée par un séminaire de travail à l'Académie de droit européen de Trèves (Allemagne) La deuxième phase permettant une vraie comparaison globale s'est achevée par un colloque à Paris le 16 mars 2007 (avec édition en cours d'un CD Rom).
- **Recherche sur l'administration et la gestion des systèmes judiciaires en Europe** avec le soutien de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ) du Conseil de l'Europe. Recherche remis en septembre 2008, paru in *Les Études de la CEPEJ*, Ed. Du Conseil de l'Europe, 2009.
- **Recherche sur la transparence de la justice en Europe (research project information provision by courts, demandée par le Conseil judiciaire des Pays-Bas)**. Recherche comparative sur le caractère public des audiences, les relations avec la presse, les avocats... J'ai rédigé un texte pour la France ; l'ensemble de la recherche a donné lieu la publication d'un ouvrage (en anglais), qui présente les résultats de la recherche, portant sur sept pays européens et les États-Unis.
- **Pilotage d'une ANR, projet MAJICE** (Mieux administrer la justice en droit interne et dans les pays du Conseil de l'Europe), en partenariat avec les universités de Paris I et de Poitiers. Il s'agit d'étudier les méthodes d'administration de la justice en France et dans certains pays d'Europe (Pays-Bas pour leurs avancées dans ce domaine, le Royaume Uni, du fait de la pratique de la common law et la Belgique, car elle se trouve, du fait de son caractère fédéral et

de ses problèmes d'organisation de la justice depuis l'affaire Dutroux, dans une situation spécifique). L'étude tentera d'expliquer la notion d'administration de la justice, de mesure d'administration de la justice; elle doit également s'intéresser au phénomène de la performance dans la justice, ainsi que de la montée en puissance de la contractualisation et de la numérisation.

- **Coordination pour Limoges du projet européen Handle with care** (projet financé par la Commission européenne à compter de 2016) sur le mesure de la qualité de la justice en Europe (avec des équipes italienne, finlandaise, néerlandaise).

#### **b) Publications collectives:**

- **Participation à l'Annuaire de droit européen** (sur le droit de propriété et sur la jurisprudence administrative française et la CEDH), le premier volume est paru en 2005, le 2<sup>ème</sup> en 2006, le 3<sup>ème</sup> en 2007, le 4<sup>ème</sup> en 2008 (Bruylant, Bruxelles).
- **Participation au Dictionnaire des droits de l'homme** (rubrique *Droit au logement*), sous la direction de Frédéric Sudre, Stéphane Rials, Joël Andriantsimbazovina et alii, PUF, Quadrige, 2008, pp. 662-664.
- **Participation à une Constitution européenne commentée** (sous la direction de Fabrice Picod, Anne Levade, Laurence Burgogue-Larsen) : commentaire de l'article II-17 sur le droit de propriété (Bruylant, Bruxelles, 2005).
- **Participation au Dictionnaire historique et critique du racisme** (sous la direction de P.-A. Taguieff), PUF, mai 2013; rédaction des entrées « Cohésion », « Déclaration universelle des droits de l'homme » et « Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité ».
- **Lancement de la revue Complément territorial**, en complément du Code général des collectivités territoriales (Editions du Moniteur), responsable scientifique de la Revue.
- **Lancement de la Revue européenne d'action publique**, en partenariat avec l'Association EUROPA, aux Éditions du Moniteur; premier numéro paru en décembre 2009 ; le numéro 2 est paru en mars 2016.

#### **4. Participations à des colloques et séminaires ayant donné lieu à publication**

- « Évolution ou révolution : la fonction publique face aux enjeux communautaires des services d'intérêt général », *L'avenir des missions de service public en Europe*, colloque organisé par l'association EUROPA, novembre 1997, PULIM, coll. EUROPA, 1999, pp. 49-69.
- « Le pouvoir de sanction des autorités administratives indépendantes », *Les autorités administratives indépendantes*, Istanbul, octobre 1996, Alkim, 1998, pp. 135-144.
- « La motivation des actes administratifs unilatéraux », *La motivation*, colloque organisé par l'association Henri Capitant, Limoges mars 1998, LGDJ, coll. Travaux de l'Association Henri Capitant, 2000, pp. 49-70.
- « Les effets territoriaux des politiques communautaires : vers un droit "territorial ? » », *Les services publics et la cohésion sociale et territoriale (article 7D du traité d'Amsterdam)*, colloque organisé par l'association EUROPA, novembre 1998, PULIM, coll. EUROPA, 1999, pp. 123-127.
- « Responsabilité et culpabilité, l'approche du droit public », *La culpabilité*, <sup>XXe</sup> Journées d'histoire du droit, Limoges, octobre 2000, PULIM, coll. CIAJ, n° 6, 2001, pp. 555-573.
- « L'administration de la justice dans les institutions françaises », *L'éthique des gens de justice*, Entretiens d'Aguesseau I, Limoges, octobre 2000, PULIM, coll. Entretiens d'Aguesseau, 2001, pp. 75-92.

- « Le TPIY, un tribunal pour l'histoire ? », *La justice pénale internationale*, Entretiens d'Aguesseau II, Limoges, novembre 2001, PULIM, coll. Entretiens d'Aguesseau, 2002, pp. 93-108.
- « L'accès aux services d'intérêt général et la cohésion territoriale et sociale », *L'accès aux services d'intérêt économique général*, colloque de Trèves, janvier 2002, Aspe, coll. ISUPE, Paris, 2003, pp. 93-106.
- « Usager, client, consommateur du SPIC local », *Services publics industriels et commerciaux : questions actuelles*, colloque de Poitiers, juin 2001, LGDJ, 2003, pp. 81-110.
- « La justice, un instrument de confiance dans la démocratie ? Rapport de synthèse », *Justice et Démocratie*, Entretiens d'Aguesseau III, Limoges, novembre 2002, PULIM, coll. Entretiens d'Aguesseau, 2003, pp. 487-504.
- « La régionalisation demain : question de pouvoir ou de territoire ? », intervention au colloque *Gestion et droit des collectivités locales. Nouveaux horizons, vingt ans après la loi du 2 mars 1982*, à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV (19-20 septembre 2002), publié dans un numéro spécial de la Gazette des communes, des départements et des régions (2003).
- « La qualité : une panacée, une mode ou une politique cohérente au plan européen ? Rapport de synthèse », *La qualité : une exigence pour l'action publique en Europe ?*, colloque organisé par l'association EUROPA, octobre 2002, PULIM, coll. EUROPA, 2004, pp. 205-219.
- « Quelle complémentarité pour les collectivités publiques en Europe ? Rapport de synthèse », *L'autonomie des collectivités territoriales en Europe*, colloque organisé par l'association EUROPA, octobre 2003, PULIM, coll. EUROPA, 2004, pp. 343-350.
- « L'administration de la justice au service d'une meilleure maîtrise du temps de justice : politiques européennes et expériences étrangères », *Le temps, la justice et le droit*, Entretiens d'Aguesseau IV, Limoges, novembre 2003, PULIM, coll. Entretiens d'Aguesseau, 2004, pp. 233-254.
- « La discrimination. Rapport français », *La discrimination dans la vie publique*, colloque organisé par l'association Henri Capitant, 2001, SLC, 2004, pp. 835-869.
- « Uniformité des contraintes, spécificité des besoins, diversité des réponses. Rapport de synthèse », *L'emploi public, une ambition pour demain*, colloque organisé par l'association EUROPA, octobre 2004, (PULIM, coll. EUROPA, 2005), pp. 317-329.
- « La recherche en droit public et en droit comparé », Paris, 21-22 mars 2005, Colloque organisé par la Mission de recherche Droit et Justice, *Quelles perspectives pour la recherche juridique ?*, PUF, coll. Droit et Justice, 2007, pp. 287-291.
- « La formation et la déontologie des fonctionnaires », Vilnius (Lituanie), oct. 2005 (en cours de publication).
- « Services publics et religions : intégration et unité de la Nation », Rapport de synthèse du colloque organisé par l'association EUROPA, octobre 2005, *Services publics et religions : les nouvelles frontières de l'action publique en Europe* (PULIM, coll. EUROPA, 2006), pp. 253-263.
- « Processus, procédure : à la recherche de la qualité de la justice », *Procéder. Pas d'action, pas de droit ou pas de droit pas d'action ?*, XXV<sup>e</sup> Journées d'Histoire du Droit, Limoges, décembre 2005, CIAJ, n° 13, pp. 305-325.
- « Qualité et efficacité des systèmes judiciaires en Europe : une administration de la justice sollicitée par la performance », Colloque Paris 10 mars 2006, ENM, *Être magistrat dans la cité, entre légitimes attentes et tentations démagogiques*, Les cahiers de la justice, 2007, n°2, pp. 89-113

- « Validation des acquis de l'expérience et fonction publique : évolutions ou révolution ? », *La validation des acquis de l'expérience : la reconnaissance d'un nouveau droit*, (dir. F. Neyrat) Colloque, Limoges, mai 2006, Ed. du croquant, pp. 183-194.
- « Que reste-t-il de la loi ? Ou quand « les lois inutiles affaiblissent les lois nécessaires... », *Le prince et la norme, Ce que légiférer veut dire*, XXVI<sup>e</sup> Journées d'histoire du Droit, Limoges, septembre 2006.
- « L'administration de la justice et la qualité des décisions de justice », *La qualité des décisions de justice*, Colloque, Poitiers, 9 mars 2007, publié in Les Études de la CEPEJ, Ed. Du Conseil de l'Europe, 2008, pp. 122-138.
- « Les convergences européennes dans le déroulement du procès administratif », Colloque Paris, 16 mars 2007, *La justice administrative en Europe*, RFDA, 2008, n°2, pp. 225-233.
- « Principe d'égalité et principe de non-discrimination dans la jurisprudence administrative française », Colloque Poitiers, 26 octobre 2007, Journées Savatier, *La discrimination*, à paraître dans les travaux de la Faculté de droit de Poitiers, LGDJ, 2010 (23 pages).
- « La réparation de la perte de chance ou le juge administratif et le calcul de probabilité », Colloque Limoges, Journées de l'IAJ, *La Victime*, octobre 2008, PULIM, 2009, pp. 75-102.
- « Sécurité, sûreté, libre arbitre », *Synthèse du colloque EUROPA* organisé à Limoges le 14 novembre 2008, sur « La sécurité intérieure en Europe: entre protection des citoyens et frénésie sécuritaire? », PULIM, 2010, pp. 211-224.
- « Le traitement et les grilles indiciaires » in *La rémunération des fonctionnaires*, colloque organisé à Lyon le 5 décembre 2008, par l'Association française de droit administratif, JCP-A 19 janv. 2009, n° 4, 2011.
- « Célérité de la justice administrative et qualité de la décision juridictionnelle », in *Performance et droit administratif*, colloque organisé à Tours (Faculté de droit – LERAD) les 29-30 janvier 2009, LITEC, coll. Colloques et débats, 2010, pp. 247-267.
- « Services publics et catastrophes écologiques », in *Les catastrophes écologiques et le droit: échecs du droit, appel au droit*, colloque organisé à Limoges les 11-12-13 mars 2009, Bruylant, Bruxelles, 2012.
- « Le développement de la médiation dans les services publics », in *La médiation, aspects transversaux*, A.-M. Tournepiche et J.-P. Marguénaud (dir.), colloque organisé à Limoges les 8-9 avril 2009, Litec, Colloques et débats, 2010, pp. 39-53.
- « La guerre ne permet plus de nier les droits de l'homme », in *D'Oradour à Srebrenitsa: les droits de l'homme face à la guerre*, colloque organisé à Limoges les 15-16 décembre 2008, Dalloz, Thèmes et commentaires, 2009, pp. 1-9.
- « Modernisation de la juridiction administrative et qualité de la justice administrative », Rapport introductif au colloque de Toulon, novembre 2009, éd. Larcier (Bruxelles), 2010, pp. 11-36.
- « Rapport de synthèse » au colloque *Les politiques publiques de santé en Europe: peut-on concilier contraintes financières et qualité de soins?*, Limoges, 19 nov. 2010, PULIM, 2013.
- « Questions spéciales liées à la protection juridictionnelle: la médiation et le recours au droit national », in *Les évolutions de la protection juridictionnelle des fonctionnaires internationaux et européens*, Colloque organisé à Luxembourg, 1-2 avril 2011, Bruylant, 2012.
- « Rapport de synthèse » au colloque *La prison, quel (s) droit (s)?*, Limoges, 7 octobre 2011, PULIM, 2013.

- « Rapport de synthèse » au colloque *Existe-t-il un modèle européen d'administration locale?*, Limoges, 25 novembre 2011, à paraître PULIM, 2014.
- « Rapport de synthèse » au colloque *Quel avenir pour le modèle politique européen?*, Limoges, novembre 2012, à paraître PULIM, 2014.
- « L'émergence du concept de sanction administrative », contribution à la journée d'études organisée par l'Association française pour la recherche en droit administratif (AFDA) à Limoges le 14 décembre 2012 sur *Le pouvoir de sanction de l'administration*, JCP-A, 2013.
- « La liberté d'expression des universitaires », contribution au colloque *Justice et liberté d'expression* organisé par les Entretiens d'Aguesseau le 15 mars 2013, PULIM, 2014, pp. 89-105.
- « Les responsabilités respectives de l'État et des collectivités: la comparaison avec le droit belge », contribution au colloque *Les collectivités territoriales face au droit de l'Union européenne: quelle responsabilité?* organisé à Tours les 14-15 octobre 2013, *Revue de l'Union européenne*, février 2015, n° 585, pp. 104-110.
- « La remunicipalisation : obligation ou faculté ? », contribution au colloque *La remunicipalisation des services publics* organisé à Grenoble le 8 novembre 2013, JCP-A, 2014, n° 10, 2067.
- « La récompense du héros », contribution au colloque Héroïsme et Droit, organisé à Limoges par le RERDH (avril 2013), *Dalloz, Thèmes et commentaires*, 2014, pp. 229-241.
- « L'institution juridictionnelle administrative et l'organisation de l'efficacité », introduction à la table ronde, in *L'efficacité de la justice administrative*, R. Matta-Duvigneau et M. Lavaine (dir.), colloque Brest, 20-21 octobre 2014, ed. Mare et Martin, déc. 2016, pp. 67-71.
- « Le management d'un tribunal qui ferme », contribution au colloque *La fermeture d'un tribunal pénal international : le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie*, Limoges, 23-24 octobre 2014, Institut Universitaire Varenne, coll. Transition et Justice, 2015, pp. 27-36.
- « Pour un vrai projet politique et social européen intégrant la concurrence », rapport de synthèse au colloque EUROPA *La concurrence non faussée au sein de l'Union : peut-on évoluer vers une concurrence équitable en Europe ?*, Limoges, 21 novembre 2014, à paraître 2016.
- « L'institution des COMUE : la rationalisation des missions ? », contribution au colloque *L'Université et ses responsabilités* (dir. E. Mella), Paris Dauphine, 27-28 novembre 2014, Lextenso 2016, pp. 37-50.
- « Les interactions entre la recomposition territoriale et la réorganisation des administrations déconcentrées », intervention au colloque organisé par le GRALE, l'OMIJ et l'AdCF en décembre 2015, Limoges, ed. L'Harmattan, 2016, pp. 115-127.
- « Décompositions, recompositions territoriales et poids de l'Etat », rapport de synthèse du colloque organisé par le GRALE, l'OMIJ et l'AdCF en décembre 2015, Limoges, *Revue générale des collectivités territoriales*, mars 2016, n° 58, pp. 59-70 ; ed. L'Harmattan, 2016, pp. 279-296.
- « Le cas des services publics postaux », intervention au colloque d'Angers du 11 mars 2016 sur *L'impact du droit de l'Union européenne sur les services publics en réseau*, revue *Energie, Environnement, Infrastructures*, oct. 2016, 29, pp. 53-58.
- « Quelle université pour quel service public ?, Les enjeux juridiques en tant qu'opérateur du service public », in *L'université, acteur du service public, opérateur économique, vers un nouveau modèle ?*, Colloque du Réseau Jurisup, Bordeaux, 11 mai 2016.

- « Regards croisés sur la laïcité à l'Université », in *La laïcité et ses débats, un défi pour l'université dans son combat pour les valeurs de la République*, organisé par la Conférence des présidents d'université, Paris, 19 mai 2016.
- « Administration des tribunaux et du corps judiciaire », introduction de la problématique d'ensemble, in *La place de l'autorité judiciaire dans les institutions*, colloque organisé par la Cour de cassation à l'Assemblée nationale, Paris, 25 mai 2016, Dalloz, Thèmes et commentaires, nov. 2016, pp. 63-77.

## **5. Participation à des conférences et séminaires n'ayant pas donné lieu à publication**

- « Le droit de propriété face à la Constitution française », Conférence donnée à l'invitation de l'Université de Birmingham, février 1993.
- « Le critère du droit administratif et la compétence de la juridiction administrative en droit public français », Conférence donnée à l'invitation de l'Université de Birmingham, mai 1995.
- « L'accès des ressortissants communautaires à la fonction publique territoriale », *La fonction publique et le droit communautaire*, Colloque organisé à Grenoble par le CNFPT, mai 1995.
- « Le statut juridique des États associés », Séminaire effectué à l'invitation de la Faculté de Cluj-Napoca (Roumanie), mai 1995.
- « Le rôle du Tribunal des conflits », Conférence donnée à l'invitation de l'Université de Birmingham, avril 1996.
- « Les techniques de recrutement dans les différents États de la Communauté européenne », *Fonctionnaires et Fonction Publique en Europe et dans les pays de l'Est*, Colloque organisé par le Conseil de l'Europe, Genève, octobre 1995.
- « Ouverture des emplois publics et conditions d'accès à la fonction publique des États de la CEE », *La libre circulation des fonctionnaires en Europe*, Séminaire franco-allemand organisé par l'ENACT de Nancy, Strasbourg, octobre 1995.
- « Les fonctionnaires et la liberté d'expression en droit français et dans les différents États de la Communauté européenne », *Les droits et libertés des fonctionnaires*, colloque d'Istanbul (Turquie), décembre 1995.
- « Les droits et libertés des fonctionnaires dans un État de droit », *Démocratie et libertés des fonctionnaires*, Colloque organisé à Sofia, en Bulgarie, sous l'égide du Conseil de l'Europe, mai 1996.
- « L'avenir de la responsabilité administrative pour faute », Conférence donnée à l'invitation de l'Université de Birmingham, février 1998.
- Séminaire de droit constitutionnel et droit administratif français, Université de Birmingham, février 1998.
- « Les fonctions publiques territoriales et l'Europe », Premières Journées des CIO (CNFPT), Dunkerque, 15 juin 1999 sous la présidence de M le Ministre Delebarre.
- « Les politiques communautaires en matière de retraite des agents publics », *La protection sociale des agents publics en Europe*, colloque organisé par l'association EUROPA, novembre 1999.
- « La pénalisation de l'activité publique », conférence donnée à l'invitation de l'Université de Birmingham, mars 2000.
- *La réforme du droit administratif en Arménie*, séminaire organisé sous l'égide du Conseil de l'Europe à Erevan (Arménie), mars 2000.
- « Les principes du service public à l'épreuve des valeurs du marché », *Regards d'Europe sur l'éthique et la responsabilité des décideurs publics*, colloque organisé par l'association EUROPA, Limoges, novembre 2000.

- « Services publics et évolution européenne », Table ronde avec MM. Delebarre et Sapin aux Entretiens Territoriaux de Strasbourg (ETS), décembre 2000.
- « L'apport des recherches doctrinales récentes aux débats actuels sur la régulation dans le domaine économique et financier », *Les Autorités administratives indépendantes dans le domaine économique et financier : entre régulation et juridictionnalisation*, soirée-débat à la Cour de cassation organisée par la Mission de recherche droit et justice, 18 septembre 2001.
- « Le droit au logement est-il un droit fondamental ? », *Le bien commun*, émission de France Culture animée par Antoine Garapon, 3 novembre 2001.
- « L'administration de la justice et les perspectives d'évolution », Conférence à l'invitation de l'École Nationale de la Magistrature dans le cadre de la formation des chefs de Cour (Premiers présidents et Procureurs généraux), 12 novembre 2001.
- « Les langues régionales et minoritaires en France : étude des jurisprudences du Conseil constitutionnel et du Conseil d'État », *Les sociétés multilingues en Europe*, colloque organisé par l'association EUROPA et l'École d'administration publique de Galice, Saint-Jacques-de-Compostelle, juin 2002.
- « Les services publics locaux en Europe : scénarios et perspectives », *La disciplina dei servizi pubblici locali in Europa, tra autorità et mercato* (= *La régulation des services publics locaux en Europe entre autorité et marché*), Colloque organisé à Rome par l'École nationale supérieure de l'économie et des finances de Rome, 14-15 novembre 2002.
- « Recherche comparative sur l'administration de la justice en Europe et l'évaluation de sa qualité. Programme Grotius II Pénal », *La qualité de la justice*, Colloque organisé par l'École Nationale de la Magistrature, mai 2003.
- « Les fonctions publiques locales en Europe », Audition avec Michel Senimon, DRH adjoint au conseil général des Pyrénées-Orientales par un groupe de travail du Sénat présidé par Madame la Sénatrice Jacqueline Gourault, 27 mai 2003.
- « État de droit et sanction », *État de droit et Urbanisme*, table ronde de la journée d'études organisée par le GRIDAUH au Sénat, 21 septembre 2003, (compte-rendu dans *Les cahiers du Gridauh* n° 11, 2004).
- « L'article 1<sup>er</sup> du Protocole n°1 de la Convention sur le droit de propriété » et « Les réformes en cours sur la juridiction administrative en Europe » *La Convention européenne des droits de l'homme et la juridiction administrative*, Symposium organisé à Ankara par le Conseil d'État, le Conseil de l'Europe, l'Union des barreaux de Turquie... 24-25 octobre 2003.
- « Le fédéralisme administratif », *Which Federalism ?*, Colloque organisé par la revue *Res Publica*, Bari (Italie), novembre 2003.
- « Rapport de synthèse », *Nouvelles formes de services et territoires en Europe : vers la cohésion sociale et territoriale et le développement durable*, Colloque européen Athènes, 12 décembre 2003.
- « Le défi européen : jusqu'où doit-on ouvrir nos fonctions publiques ? », *Les fonctionnaires, l'Europe et la décentralisation : comment relever le défi ?*, Colloque organisé au Sénat par l'association des anciens élèves de l'ENA, 7 septembre 2004.
- « Juge et administrateurs des juridictions en Europe », intervention à Strasbourg (Conseil de l'Europe, 23-24 nov. 2005), séminaire des chefs de cour (ENM) : *Administration, gestion et qualité de la justice en Europe*.
- « La sécurité juridique : l'influence du droit communautaire et du droit européen », intervention de la Cour d'appel de Reims, dans le cadre de la formation continue des magistrats, à l'invitation de l'ENM (15 juin 2007).

- « Les “bonnes pratiques” au sein du service public de la justice : vers un “management judiciaire” européen ? », Conférence internationale sur *Best practices in public administration at the national and international level*, organisée par l’Academy of Economic Studies, Management Faculty, Administration and Public Management Department, Bucarest, Roumanie, 22-23 juin 2007.
- « The treatment of complaints of participants in judicial proceedings : is an ombudsman indispensable ? », Intervention (en anglais) au Groupe européen d’administration publique (EGPA), Study group X, Public administration and Law (Chairs: J. Ziller, C. Spanou, P. Langbroek, H. Pauliat), Madrid, 20 septembre 2007.
- Conférence donnée au Rectorat de l’académie de Limoges, à l’occasion du bicentenaire de la fonction de recteur (2 juillet 2008).
- « Contexte européen, rapports Balladur et Belot, projets de réforme: une nouvelle configuration pour le service public territorial? », participation à une table ronde sur la répartition des compétences, et « Service public à la française ou service d’intérêt général, une seule et même réalité? », Interventions et conférence au colloque « Refont de l’organisation territoriale française dans le contexte européen: le rapport Balladur et après? », Saint-Brieuc, 8-9 octobre 2009.
- « Doit-on laisser les acteurs publics locaux libres de mettre en œuvre des solutions institutionnelles innovantes ? », in *La réforme des collectivités territoriales : une réforme aboutie ?*, 18<sup>e</sup> colloque de l’Association des avocats conseils des collectivités locales, Assemblée nationale, Paris, 9 décembre 2016.
- Intervention devant l’inter-groupes Services publics et biens communs du Parlement européen, le 20 juin 2017 : Défis et enjeux de la silver économie en Europe ; quelles politiques publiques pour quels objectifs ?

## **6. Coordination de la publication d’actes de colloques**

- *L’avenir des missions de service public en Europe*, PULIM, coll. EUROPA, 1999.
- *La cohésion territoriale et les services publics en Europe*, PULIM, coll. EUROPA, 1999.
- *La retraite des agents publics en Europe*, PULIM, coll. EUROPA, 2001.
- *La qualité, une exigence pour l’action publique en Europe ?*, PULIM, coll. EUROPA, 2003.
- *L’autonomie des collectivités territoriales en Europe, une source potentielle de conflits ?*, PULIM, coll. EUROPA, 2004.
- *L’emploi public en Europe : une ambition pour demain*, PULIM, coll. EUROPA, 2005.
- *Services publics et religions : les nouvelles frontières de l’action publique en Europe*, PULIM, coll. EUROPA, 2006.
- *Services publics, concurrence et régulation: le grand bouleversement en Europe?*, PULIM, coll. EUROPA, 2008.
- *La formation en Europe: entre performance et concurrence?*, PULIM, coll. EUROPA, 2010.
- *La sécurité intérieure en Europe: entre protection des citoyens et frénésie sécuritaire?*, PULIM, coll. EUROPA, 2010.
- *Culture et politiques publiques culturelles en Europe: quelles valeurs à préserver en temps de crise ?*, PULIM, coll. EUROPA, 2013.
- *Les politiques publiques de santé en Europe: peut-on concilier contraintes financières et qualité des soins ?*, PULIM, coll. EUROPA, 2013.



**En collaboration avec S. Gaboriau, magistrat**

- *L'éthique des gens de justice*, PULIM, coll. Entretiens d'Aguesseau, 2001.
- *La justice pénale internationale*, PULIM, coll. Entretiens d'Aguesseau, 2002.
- *Justice et Démocratie*, PULIM, coll. Entretiens d'Aguesseau, 2003.
- *Le temps, la justice et le droit*, PULIM, coll. Entretiens d'Aguesseau, 2004.
- *Justice, Éthique et Dignité*, PULIM, coll. Entretiens d'Aguesseau, 2006.
- *La responsabilité des magistrats*, PULIM, coll. Entretiens d'Aguesseau, 2008.
- *L'écrit et l'oral en procédure*, PULIM, coll. Entretiens d'Aguesseau, 2010.

**En collaboration avec E. Négron, magistrat, et L. Berthier, MCF**

- *Le justiciable et la protection de ses droits fondamentaux, la question prioritaire de constitutionnalité*, PULIM, coll. Entretiens d'Aguesseau, 2011.
- *La prison: quel(s) droit(s)?*, PULIM, coll. Entretiens d'Aguesseau, 2013.
- *Justice et liberté d'expression*, PULIM, coll. Entretiens d'Aguesseau, 2014.
- *Famille, éthique et justice*, PULIM, coll. Entretiens d'Aguesseau, 2016.

**7. Expertises et évaluations**

***Missions d'expertise et d'évaluation pour le compte du Conseil de l'Europe***

- Mission d'évaluation dans le domaine de l'administration et de la justice à Erevan, Arménie, 2000.
- Mission d'évaluation dans le domaine de l'administration publique « création d'une haute fonction publique : modalités de recrutement, concours » (Erevan, Arménie, 30 septembre-1<sup>er</sup> octobre 2002).
- Expertise sur un projet de loi en matière de fonction publique de l'Albanie (avril 2003).
- Expertise sur un projet de loi sur « la vérification des fonctionnaires » en Moldavie (mai 2004).
- Expertise sur le projet de loi de vérification des titulaires et des candidats aux fonctions publiques de Moldova (septembre 2006).

***Missions d'expertise et d'évaluation pour le compte du Conseil National d'Évaluation***

- Expertise pour l'évaluation des formations juridiques de base (2002-2003).
- Participation à la mission d'évaluation de l'École Normale Supérieure de Cachan (2004-2005).
- Participation à la mission d'évaluation de l'Université de Clermont-Ferrand I (avril 2007).

***Autres missions d'expertise et d'évaluation***

- Expertise de projets de recherche sur la justice pour la *Belgian Science Policy*.
- Expertise de projets de recherche sur l'Europe pour l'Université du Luxembourg.

***Nombreuses expertises pour le compte de l'AERES***

- Expertises des masters et de certaines équipes de la vague B en 2007.
- Expertises des masters, de certaines équipes et de certaines écoles doctorales de la vague C en 2008 et de la vague D en 2009, de la vague A en 2010.

***Expertises pour le compte du HCERES***

- Expertise des centres de recherches juridiques de l'Université de Nice-Sophia Antipolis (décembre 2016)

- Expertise de l'Ecole de droit de Sciences Po Paris (mars 2018)

### ***Expertises et évaluations pour le compte de l'ANR***

- Membre du jury du comité SHS 1 pour les programmes blancs et jeunes chercheurs en 2010.
- Présidente du jury du comité SHS 1 pour les programmes blancs et jeunes chercheurs, ainsi que pour les programmes internationaux en 2011.

### ***Auditions***

- Audition, le 21 juin 2017, par une formation inter-chambres de la Cour des comptes, en vue de la préparation du rapport à paraître en novembre 2017 sur l'Etat territorial

## **8. Soutenances de thèses et HDR**

- Jean-François INSERGUET, « La spécificité du régime juridique des actes administratifs en droit de l'urbanisme : l'exemple du plan d'occupation des sols » (1997). Il est maître de conférences à l'Université de Rennes-2.
- Djibril GUEYE, « Le service public du sport au Mali » (mars 2005). Il est fonctionnaire dans son pays.
- Stéphane ASTIER, « La régulation éthique de l'internet » (juillet 2004), en co-direction avec Mme Ghislaine Jeannot-Pagès (MCF Limoges). Il est avocat au barreau de Paris, *HAAS Société d'Avocats*
- Virgile RENAUDIE, « L'articulation du droit international et du droit français : illustration par les responsabilités du militaire et de l'Etat français en cas de commission de crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité » (décembre 2005), en co-direction avec Monsieur Joël Andriantsimbazovina (PR La Rochelle). Il est avocat au barreau de Brive.
- Cédric GROULIER, « Norme permissive et droit public » (décembre 2006), en co-direction avec Monsieur Jean Gourdou (PR Pau). Il est maître de conférences à l'Université de Paris Créteil.
- Laurent DAUPHIN, « Collectivités territoriales et expérimentation » (décembre 2008), en co-direction avec Madame Nadine Poulet (MCF Limoges). Il est attaché territorial.
- Anne BOYER, « L'information dans le système de santé: nature et conséquences sur la relation médicale » (décembre 2008), en co-direction avec Madame Clotilde Deffigier (MCF Limoges). Elle est salariée à l'Agence régionale de Santé du Limousin.
- Caroline CAPELLE, « Le service public, garant des droits sociaux » (juillet 2009), en co-direction avec le professeur JF Lachaume. Elle est maître de conférences à Limoges.
- Laurent BERTHIER, « La qualité de la justice » (novembre 2011), en co-direction avec le professeur J. Andriantsimbazovina. Il est maître de conférences à Limoges.
- Maryline GRANGER, « Les collectivités territoriales françaises et l'Union européenne; la contribution des collectivités territoriales à l'émergence d'une citoyenneté européenne » (mars 2012). Elle est attachée territoriale.
- Julien MARET, « Contrats de partenariat public-privé, action publique et performance » (janvier 2013), en co-direction avec Madame Clotilde Deffigier (PR). Il est avocat.
- Stéphane COMBES, « Le traitement des accidents et maladies des agents publics au sein du service public de l'Education nationale » (octobre 2014), en co-direction avec Madame Clotilde Deffigier (PR). Il est attaché d'administration scolaire et universitaire.

- Marion CHABASSIER, « Droits européens et exorbitance du droit public » (décembre 2014), en co-direction avec le Professeur David SYMCZAK ; elle est qualifiée au CNU en 2015.
- Chargée du suivi de l'habilitation à diriger les recherches de Marie-Christine STECKEL; soutenance de HDR le 9 novembre 2009.
- Pauline LAGARDE, « Le phénomène de contractualisation au sein de la fonction publique – analyse comparée France/Espagne » (25 novembre 2015), en co-direction avec le Professeur José RUANO (Madrid).
- Marie PROKOPIAK, « L'amélioration de la qualité rédactionnelle des textes législatifs. Approche comparée droit français-droit de l'Union européenne » (1<sup>er</sup> décembre 2015) (en co-direction avec le professeur Anne-Marie TOURNEPICHE).
- Membre du jury, rapporteur ou présidente du jury d'une trentaine de thèses (Limoges, Angers, Poitiers, Paris II, Paris XII, Cergy-Pontoise, Montpellier, Nantes, Université Saint-Louis de Bruxelles, Université de Sfax...); membre ou rapporteur de 6 jurys de HDR (Limoges, Paris, Poitiers, Montpellier).

## 9. Autres activités

- Pilotage scientifique (Mission de recherche Droit et Justice) d'un projet européen dans le cadre du programme Grotius II Pénal sur : « L'administration de la justice en Europe et l'évaluation de sa qualité » (regroupant 13 pays européens et le Québec).
- Pilotage scientifique avec l'équipe de la Mission de recherche Droit et Justice d'un projet européen sur « la justice administrative en Europe », qui regroupe les 25 pays de l'Union européenne.
- Responsable de la parution des *Chroniques de l'OMIJ*, revue destinée à faire connaître le centre de recherche, l'OMIJ (EA 3177).
- Directrice scientifique de la Revue *Complément territorial* (4 numéros par an) aux Éditions du Moniteur, à partir de mai 2008.
- Professeur invité en Tunisie (Sfax) pour donner un cours sur le droit de propriété (2005), un sur le contrôle de légalité (2006), un sur le principe de légalité (2008). Participation en 2008 à un colloque sur l'évolution du rôle du recours pour excès de pouvoir.
- Professeur invité à l'Université Catholique de Louvain pour dispenser un cours sur les services publics face à la concurrence (mars 2008) et un autre cours sur le contentieux administratif français, l'évolution de l'office du juge de l'excès de pouvoir (décembre 2012, novembre 2014, décembre 2016, novembre 2017).
- Pilotage d'une ANR: l'OMIJ est pilote du projet MAJICE (Mieux administrer la Justice en Europe en droit interne et dans les pays du Conseil de l'Europe), en collaboration avec Paris I et Poitiers.
- Organisation d'un colloque sur « D'Oradour à Srebrenitsa: les droits de l'homme face à la guerre », qui a obtenu le Label du Soixantième anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, les 15-16 décembre 2008 à Limoges. Une publication a eu lieu aux Éditions Dalloz (Paris). Cette manifestation clôture une année de manifestations à la faculté de droit et des sciences économiques consacrées à cet anniversaire (exposition, organisation du Dialogue interculturel consacré aux religions). Le colloque s'inscrit dans le cadre d'un projet scientifique sur les archives publiques des juridictions pénales internationales.
- Membre du comité de rédaction de la *Revue de droit public et de la science politique*, depuis juillet 2009; titulaire de la chronique de jurisprudence administrative.

- Membre du Conseil National du droit; auteur d'un rapport sur « La Recherche en droit », discuté lors de la séance de juin 2010, adopté en octobre 2010, publié dans l'ouvrage « Les travaux du Conseil national du droit », Litec, 2011, pp. 99-116.
- Directrice scientifique de la Revue *La Semaine juridique Administration et collectivités territoriales (JCP-A)* depuis septembre 2011.

## **10. Liste des enseignements dispensés au cours de la carrière**

- Introduction au droit (Licence 1ère année, Sciences économiques)
- Évolution de la justice (Licence Droit 1ère année, Licence AES 1ère année)
- Droit administratif (Licence Droit 2ème année)
- Institutions administratives (Licence Droit 2<sup>ème</sup> année)
- Droit des collectivités territoriales (Licence Droit 3ème année)
- Droit de la fonction publique (Licence Droit 3ème année puis Master)
- Droit des services publics (Master 1)
- Histoire des idées politiques (Master 1)
- Droit de l'aménagement du territoire (Master 1)
- Séminaires en DEA et en Master 2 sur Les sources internationales du droit administratif, sur le principe de qualité du service public, sur la sécurité juridique, sur le droit administratif comparé...

Cours d'Institutions administratives sur l'*Université numérique juridique francophone* (en collaboration avec Clotilde Deffigier), en ligne depuis février 2017.

En préparation sur l'*Université numérique juridique francophone* : un cours de Droit administratif général (en collaboration avec Clotilde Deffigier) et un cours sur le Droit de l'enseignement supérieur.